



## **Alterfin scrl**

Rapport Annuel 2008

Ceci est le rapport annuel tel que présenté à l'Assemblée Générale.  
Il respecte les directives de l'Article 96 du Code des Sociétés.

Rue de la linière 11  
1060 Bruxelles  
Numéro d'entreprise 0453.804.602  
tel: ++32 (0)2 538.58.62  
fax: ++32 (0)2 538.37.90  
e-mail: [info@alterfin.be](mailto:info@alterfin.be)  
web: [www.alterfin.be](http://www.alterfin.be)

## Table des matières

<b>1.</b>	<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>3</b>
<b>2.</b>	<b>APERÇU DU DEVELOPPEMENT ET DES RESULTATS D'ALTERFIN EN 2008</b> .....	<b>4</b>
2.1.	Capital Social.....	4
2.2.	Portefeuille d'Alterfin.....	5
2.3.	Portefeuille de responsAbility .....	8
2.4.	Portefeuille total en gestion.....	9
2.5.	Etat des lieux des fonds en création.....	10
2.6.	Consultance.....	10
2.7.	Epargne Nord-Sud .....	11
2.8.	Fonds de Garantie.....	12
2.9.	Direction et gestion.....	12
2.10.	Risques et réductions de valeur de crédits en cours .....	13
2.11.	Résultat financier.....	14
<b>3.</b>	<b>LA PRESTATION SOCIALE D'ALTERFIN</b> .....	<b>15</b>
3.1.	Introduction .....	15
3.2.	Résultats .....	16
3.3.	Conclusions.....	25
<b>4.</b>	<b>EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT DANS LEQUEL ALTERFIN OPERE</b> .....	<b>26</b>
<b>5.</b>	<b>RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT</b> .....	<b>26</b>
<b>6.</b>	<b>SUCCESSALES</b> .....	<b>26</b>
<b>7.</b>	<b>APERÇU DES COMPTES ANNUELS 2008</b> .....	<b>27</b>
7.1.	Compte de résultats analytique.....	27
7.2.	Bilan.....	28
<b>8.</b>	<b>APERÇU ET CONTROLE DES RISQUES PRINCIPAUX</b> .....	<b>30</b>
<b>9.</b>	<b>POLITIQUE DE PROVISIONS ET RESERVES</b> .....	<b>32</b>
<b>10.</b>	<b>REGLES D'EVALUATION</b> .....	<b>33</b>
<b>11.</b>	<b>PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT 2008</b> .....	<b>34</b>
<b>12.</b>	<b>EVENEMENTS IMPORTANTS APRES CLOTURE DE L'EXERCICE COMPTABLE</b> .....	<b>35</b>
<b>13.</b>	<b>PERTES REPORTEES</b> .....	<b>35</b>
<b>14.</b>	<b>NOMINATION DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES</b> .....	<b>35</b>
	<b>ANNEXE 1: PORTEFEUILLE D'ALTERFIN AU 31 DECEMBRE 2008</b> .....	<b>36</b>
	<b>ANNEXE 2: PORTEFEUILLE DE RESPONSABILITY AU 31 DECEMBRE 2008</b> .....	<b>37</b>
	<b>ANNEXE 3: COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</b> .....	<b>38</b>

# 1. Introduction

Malgré la crise, 2008 fut pour Alterfin une année exceptionnellement positive. Non seulement notre résultat financier, bénéfice de 548.986 euro, est le plus élevé jamais enregistré, mais aussi (et surtout!), nos actions ont un impact social de plus en plus important.

Fin 2008, plus de 773.000 petits entrepreneurs et producteurs avaient accès au crédit via nos 63 partenaires. Au moins 50.000 d'entre eux étaient financés par des prêts d'Alterfin, dont 35% grâce au capital social d'Alterfin et 65% grâce aux fonds de responsAbility que nous gérons.

Quand on parle d'impact social, il ne s'agit pas seulement du nombre de personnes touchées par nos activités, mais aussi de qui nous atteignons et de l'effet du financement sur leur vie. Le montant moyen du crédit va de 340 euro en Afrique à 630 euro en Amérique Latine. Le micro-crédit moyen se situe bien en dessous du revenu national moyen per capita des pays concernés. Cela nous confirme que nos partenaires microfinance travaillent avec des groupes de populations relativement pauvres. 67% de leurs clients sont des femmes et 45% de nos financements sont destinés au secteur agricole. Tous ces indicateurs nous montrent que nous atteignons bien les gens que nous voulons atteindre. Il est toutefois moins évident de démontrer si ces personnes (et leurs familles) ont pu significativement améliorer leurs conditions de vie grâce au micro-crédit. Des exemples anecdotiques nous ont appris que cela était réellement le cas et nous espérons pouvoir nous prononcer de manière plus précise à ce propos dans les années à venir.

Alterfin a donc fini l'année 2008 avec son plus beau résultat financier jamais réalisé. Comment expliquer cela dans le contexte de crise qui secoue le monde économique depuis le dernier trimestre 2008?

Alterfin a tout d'abord le grand avantage d'avoir des actionnaires qui estiment l'impact social et la gestion du risque plus importants que la maximalisation du profit. Ensuite, Alterfin investit dans une économie quotidienne réelle de populations pauvres et non pas dans des produits financiers dérivés dont peu savent encore où se trouve la base économique.

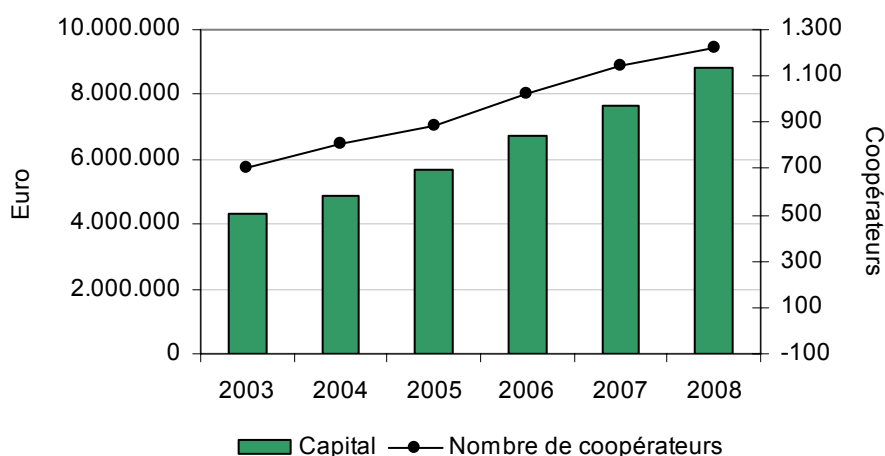
Cela ne signifie hélas pas que nos groupes cibles ne vont pas souffrir de cette crise économique; le travail des institutions de microfinance et des organisations de commerce équitable en sera d'autant plus difficile. Alterfin se devra donc d'être attentive à l'évolution de la situation et d'y adapter éventuellement son fonctionnement. Nous sommes persuadés qu'Alterfin réussira dans cette tâche, grâce au soutien de ses plus de 1.250 actionnaires, au contrôle et à la direction de son conseil d'administration et son comité de crédits, et à l'expertise de son personnel enthousiaste.

## 2. Aperçu du développement et des résultats d'Alterfin en 2008

### 2.1. Capital Social

Alterfin mobilise du capital dans le Nord par l'émission d'actions de sa coopérative. Ces fonds sont ensuite redistribués sous forme de micro-crédits par nos partenaires dans le Sud afin d'y financer des populations pauvres.

Le capital d'actions constitue la base financière depuis laquelle Alterfin réalise ses investissements. Le graphique suivant nous montre l'évolution du capital d'Alterfin et du nombre d'actionnaires (ou coopérateurs) :



Fin 2008, le capital social d'Alterfin s'élève à 8,8 millions d'euro, apportés par 1.219 actionnaires. En 2008, la croissance du capital est donc de 1,2 millions d' euro (+ 17%) et 74 nouveaux coopérateurs dont venus grossir le rangs des actionnaires (+ 6%).

74% du capital est aux mains des particuliers; le reste est souscrit par des actionnaires institutionnels.<sup>1</sup>

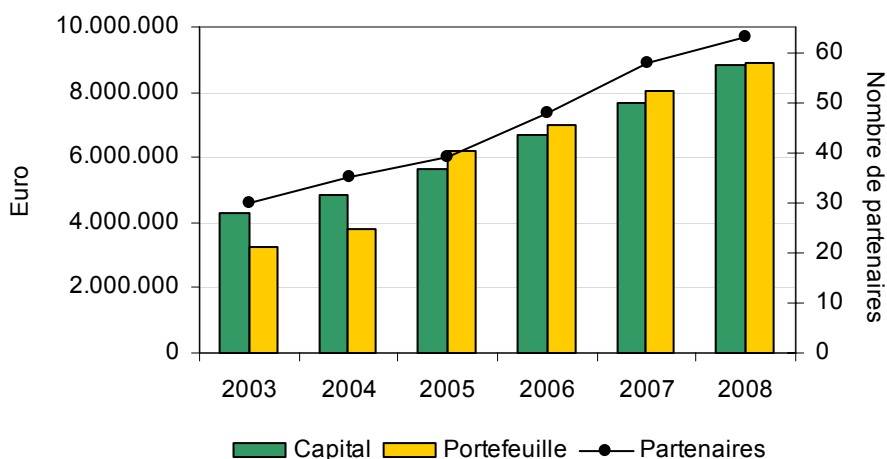
Situation au 31/12/2008	Personnes morales (ONG, banques, organisations sociale, entreprises...)		Personnes physiques		Total
	Nombres d'actionnaires				
Nombres d'actionnaires	124	10%	1.095	90%	1.219
Capital en euro	2.324.750	26%	6.522.250	74%	8.847.000

<sup>1</sup> Les actions d'Alterfin existent sous deux types, selon la nature de la personne qui y souscrit: les personnes morales souscrivent à des actions de 250,00 euro par action; les personnes physiques et similaires à des actions de 62,50 euro par action.

## 2.2. Portefeuille d'Alterfin

Dans le but de donner accès au crédit à de petits entrepreneurs et paysans dans le Sud, Alterfin investit - en tant qu'organisation financière alternative et sociale - dans des institutions de microfinance ainsi que dans des associations de producteurs liées au réseau du commerce équitable. La réalisation de cette mission se traduit principalement dans l'ampleur et la composition du portefeuille d'investissements dans le Sud.

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution du portefeuille d'Alterfin en montants (euro) et en nombre de partenaires:



L'annexe 1 du présent document reprend un aperçu détaillé du portefeuille d'Alterfin en date du 31 décembre 2008.

A cette même date, le portefeuille de financements d'Alterfin s'élève à 8,9 millions d'euro (ou 12,6 millions de dollars US), distribué sur 63 organisations partenaires dans le Sud. En comparaison avec 2007, le portefeuille a donc augmenté de 891.363 euro (+ 11%) et la croissance nette du nombre de partenaires actifs est de 5 (+ 9%).<sup>2</sup>

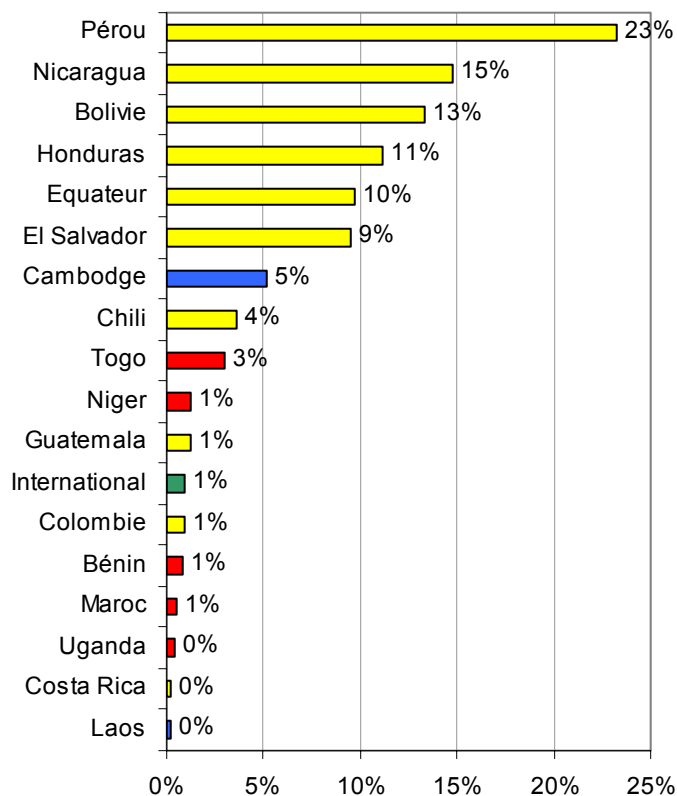
Notez que le montant du portefeuille – construit sur base du capital social – est, depuis 2005, plus important que le capital. Cela signifie concrètement que chaque euro investi par les coopérateurs (et même plus !) tourne dans le Sud.

Le capital peut être directement ou indirectement consacré au financement d'un partenaire. Dans le second cas, Alterfin met son capital d'action (en euro) en garantie pour recevoir une ligne de crédit (en dollars US) des banques avec qui nous travaillons. Cette ligne de crédit en dollars est à présent plus élevée que le montant du capital en garantie en euro, ce qui crée donc un effet de levier. Nous prêtons ensuite ces dollars empruntés à nos partenaires dans le Sud.

<sup>2</sup> Le 31 décembre 2007, Alterfin finançait 58 organisations partenaires. Un an plus tard, nous constatons qu'Alterfin a - en 2008 - (a) commencé le financement de 9 nouveaux partenaires et renouvelé le financement de 2 "anciens" partenaires; (b) terminé le financement de 6 partenaires (dont 3 recevront un nouveau prêt dans le courant de 2009). L'augmentation nette du nombre de partenaires pour 2008 est donc de 5.

- Distribution géographique

Le portefeuille d'Alterfin est distribué sur 63 organisations partenaires dont 52 en Amérique Latine, 8 en Afrique et 2 en Asie. Alterfin développe ses activités dans 17 pays, avec une concentration particulière dans les Andes et en Amérique Centrale. Le graphique ci-après vous donne la distribution du portefeuille par pays. Le Pérou reste en tête avec 23% du portefeuille, suivi par le Nicaragua (15%), la Bolivie (13%), le Honduras (11%), l'Equateur (10%) et El Salvador (9%).



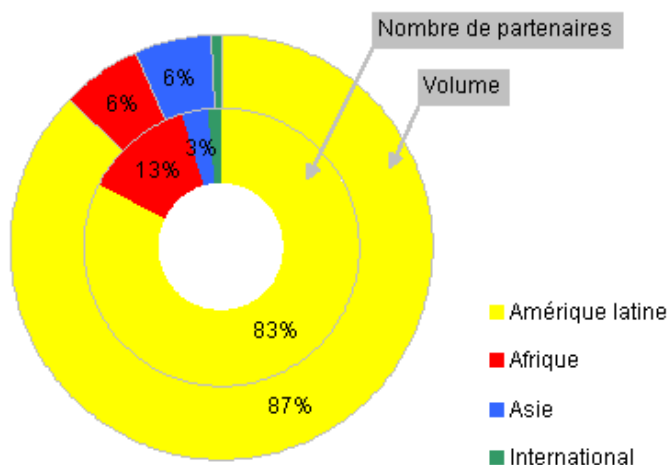
Voici une illustration de la distribution régionale du portefeuille selon le volume et selon le nombre de partenaires:

D'un point de vue géographique, Alterfin est donc principalement active en Amérique Latine (87% du volume du portefeuille).

Toutefois, quoique seuls 6% du portefeuille soit investi en Afrique, on y retrouve 13% des partenaires d'Alterfin.

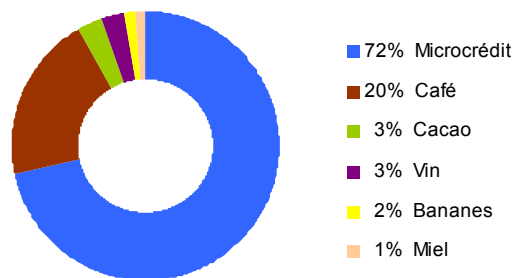
Concernant l'Asie, Alterfin travaille depuis longtemps avec deux organisations dans les pays du Mékong, le Laos et le Cambodge.

Notre participation dans la SIDI (Solidarité Internationale pour Le Développement et l'Investissement) apparaît ici dans la rubrique 'International'.



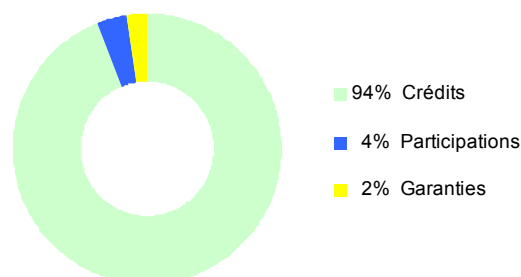
- Distribution par secteur

72% de notre portefeuille finance des institutions de microfinance (IMF). Le reste (28%) est investi dans les coopératives agricoles qui vendent leur production dans le circuit du commerce équitable. Le café en est le produit principal, représentant 20% du portefeuille total. Alterfin préfinance aussi la production et la commercialisation de cacao, vin, bananes et miel équitables.



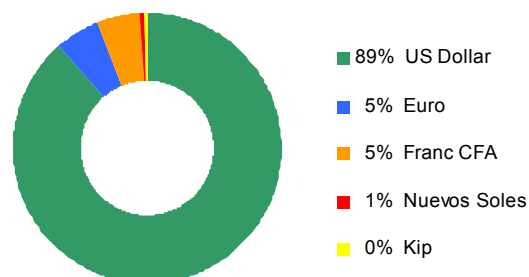
- Distribution par type de financement

En ce qui concerne le type de financement, Alterfin travaille principalement via des octrois de crédits (94% du portefeuille), sous la forme de prêts pour les IMF et de lignes de crédits pour les partenaires "commerce équitable". Les participations dans le capital de partenaires constituent 4% du portefeuille. Alterfin utilise aussi la garantie comme instrument de financement (2%), grâce auquel le risque de change en Afrique est évité. Les IMF reçoivent en effet un financement local grâce à notre garantie.



- Distribution par devise

La majeure partie des financements est libellée en dollars US (89%). L'euro n'est utilisé que pour 5%. Les investissements en autres devises (le franc CFA pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale, les nuevos soles au Pérou et le kip laotien) représentent 6% du portefeuille total.



## 2.3. Portefeuille de responsAbility

### Gestion de portefeuille

Alterfin, forte d'une expérience de plusieurs années en octroi de crédits à des institutions de microfinance et des associations de producteurs dans les pays en voie de développement, a mis depuis 2005 cette expérience à la disposition de fonds de placement qui désirent investir dans le secteur du micro-crédit. Le *responsAbility Social Investment AG* est le premier fonds qui a conclu un accord dans ce sens avec Alterfin, en février 2005.

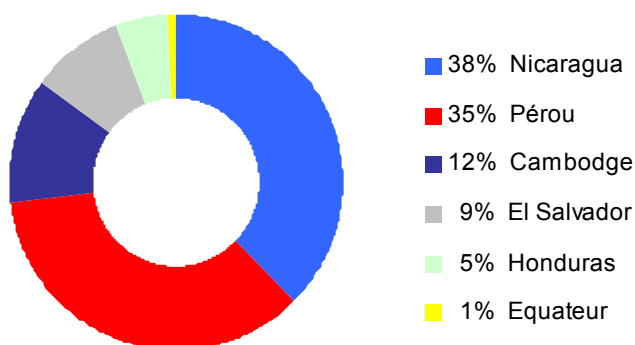
Le financement de responsAbility est mis à disposition de nos partenaires aux conditions posées par ce fonds. Alterfin se charge, pour responsAbility, de sélectionner des clients et de suivre l'octroi de crédits à ces clients, et reçoit en contrepartie une commission. Seuls les partenaires existants d'Alterfin peuvent prétendre à ce financement.

Fin 2008, Alterfin gère, au nom de responsAbility, un portefeuille de 17,9 millions d'euro (ou 25,3 millions de dollars US) réparti auprès de 24 partenaires d'Alterfin. Par rapport à fin 2007, le portefeuille de responsAbility a donc augmenté de 14,9 millions de dollars US (+ 143%) et la croissance nette du nombre de partenaires actifs est de 11 (+ 85%).<sup>3</sup>

L'annexe 2 du présent document reprend un aperçu détaillé du portefeuille de responsAbility en date du 31 décembre 2008.

- Distribution géographique

Les moyens de responsAbility sont consacrés à 6 pays:

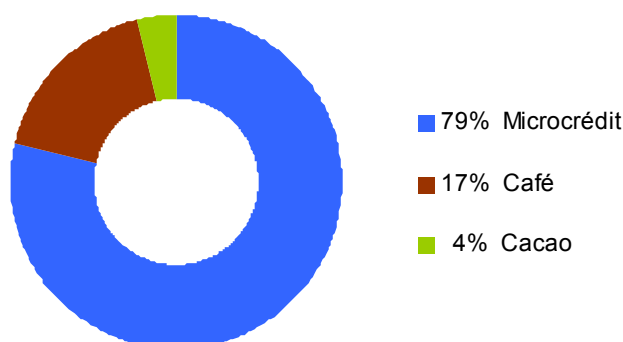


<sup>3</sup> Le 31 décembre 2007, responsAbility finançait 13 organisations partenaires d'Alterfin. Un an plus tard, nous constatons que responsAbility a - en 2008 - (a) commencé le financement de 12 partenaires supplémentaires; (b) terminé le financement d'un partenaire (mais qui sera renouvelé dans le courant de 2009). L'augmentation nette du nombre de partenaires pour 2008 est donc de 11.



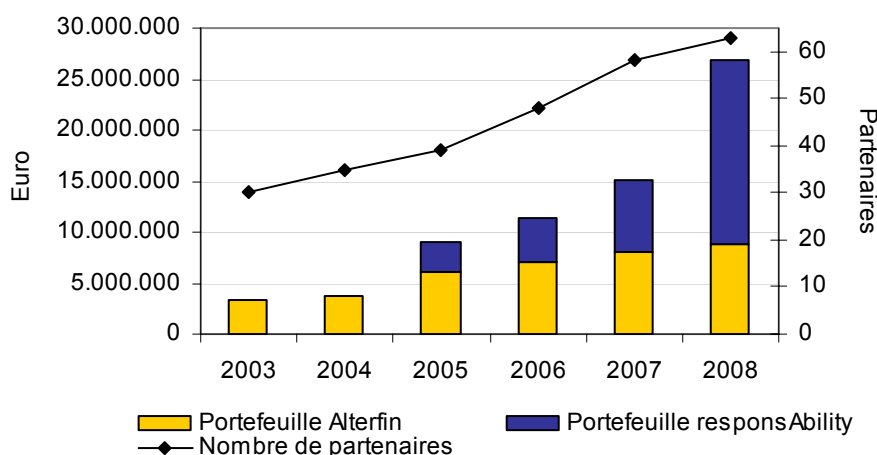
- Distribution par secteur

79% de ce portefeuille est investi dans le secteur de la microfinance. Le reste est destiné au financement du café (17%) et du cacao (4%) équitables.



## 2.4. Portefeuille total en gestion

L'évolution du portefeuille total investi dans le Sud par Alterfin est représentée par le schéma suivant:



En date de clôture des comptes, le portefeuille total géré par Alterfin s'élève à 26,8 millions d'euro (soit 37,8 millions de dollars US), réparti auprès de 63 organisations partenaires. 2008 a donc enregistré une croissance de 11,8 millions d'euro (+ 78%) en comparaison avec 2007.

La croissance 2008 est surtout due à celle du portefeuille de responsAbility. Pour la première fois, celui-ci est devenu plus élevé que notre propre portefeuille. La part de ce dernier et de celui de responsAbility dans le portefeuille total est de respectivement 33% et 67% en date de clôture. La principale raison expliquant la croissance plus lente de notre propre portefeuille est sa dépendance à l'augmentation du capital d'Alterfin.

## 2.5. Etat des lieux des fonds en création

En 2008, des efforts importants ont été fournis dans le cadre de la création de deux fonds. Le premier, dénommé FEFISOL, sera constitué en collaboration avec deux autres investisseurs sociaux: la SIDI de France et ETIMOS d'Italie. Ce fonds européen serait spécifiquement destiné aux financements de projets de microfinance en Afrique. Nous espérons, via cette collaboration, pouvoir rassembler davantage de moyens organisationnels, techniques et financiers afin de soutenir plus de petits entrepreneurs et tout particulièrement de petits paysans, en passant par leurs organisations locales.

Un projet similaire est sur le point de voir le jour pour l'Amérique Latine. Il s'agit du fonds FOPEPRO, que nous souhaitons lancer avec la SIDI et dont la mission sera d'appuyer la petite agriculture familiale dans 8 pays de ce continent.

Alterfin a apporté, pour les deux fonds, un capital de départ, tout comme les autres participants. Mais la majeure partie du financement provient de bailleurs internationaux comme la Banque d'Investissement Européenne, l'International Finance Corporation et des acteurs du développement comme l'AFD en France et l'AECI en Espagne. A cause de la crise financière, la constitution de ces fonds a pris du retard. Il n'est en effet pas évident de trouver 50 millions d'euro dans le contexte actuel.

## 2.6. Consultance

En plus de la gestion de son propre portefeuille et de celui pour le compte de tiers, Alterfin a mené en 2008 des missions de **consultance** pour un montant d'environ 7.400 EUR, émanant principalement de notre projet "*EU-ACP Microfinance Framework Programme*", programme de l'Union Européenne mené en collaboration avec la SIDI et le MAIN, et grâce auquel 6 de nos partenaires africains peuvent bénéficier d'assistance technique.

### [EU-ACP Microfinance Framework Programme](#)

2008 fut la dernière année de notre projet d'assistance technique à nos partenaires africains financé par l'Union Européenne.

Entre 2006 et 2008, un budget de 785.273 euro a été mis à la disposition d'Alterfin, de la SIDI (France) et du MAIN (réseau africain d'IMF) pour le financement d'appui technique de matériels d'IMF africaines. La SIDI a géré ce budget et l'argent n'apparaît donc pas dans les comptes d'Alterfin. Alterfin a également apporté sa propre contribution pour un montant de 21.658 euro, étalé sur 3 ans.

Une partie de ce budget a été allouée à l'encadrement de 6 partenaires d'Alterfin en Ouganda, au Togo et au Niger. Le financement a notamment servi au développement de nouveaux produits de crédits et à l'amélioration de la gestion de ces IMF, ainsi que à l'achat de matériel plus adéquat (ordinateurs, moyens de transport,...).

## 2.7. Epargne Nord-Sud

### Les comptes d'épargne Nord-Sud de la Banque Triodos

La Banque Triodos est la seule banque en Belgique qui ne finance exclusivement que des projets à plus-value sociale, écologique ou culturelle. Triodos est un membre fondateur d'Alterfin. Depuis 1995, Alterfin mobilise de l'épargne sur les comptes Nord-Sud gérés par la Banque Triodos.

L'épargne placée sur ces comptes est importante pour Alterfin pour deux raisons. D'une part, Alterfin reçoit de la Banque Triodos une commission sur base de la totalité des dépôts effectués sur ces comptes. Cette commission est nécessaire pour financer une partie de nos coûts de fonctionnement. D'autre part, grâce à cette épargne (en euro), la Banque Triodos met une ligne de crédit (en dollars US) à la disposition d'Alterfin qui peut l'utiliser pour octroyer des financements à des organisations du Sud. La partie excédentaire de l'épargne Nord-Sud est destinée autant que possible à l'octroi de crédits à des organisations de coopération au développement.

- Aperçu

L'épargne mobilisée par Alterfin sur les comptes d'épargne Nord-Sud de la Banque Triodos a augmenté de près de 23% en 2008 et s'élève au 31 décembre 2008 à 23,6 millions d'euro, soit près de 4,4 millions d'euro de plus que fin 2007. La commission de la Banque Triodos à ce propos s'élève à 32.689 euro en 2008.

- Suppression des Comptes de Participation Nord-Sud

Alterfin et la Banque Triodos ont décidé de commun accord de supprimer, à partir du 1er janvier 2009, l'augmentation du taux d'intérêt de base accordée aux coopérateurs d'Alterfin sur leurs comptes de Participation Nord-Sud.

Le compte de Participation Nord-Sud a été créé il y a environ 10 ans. Destiné spécifiquement aux actionnaires d'Alterfin, l'augmentation du taux d'intérêt de base y était offerte avec pour objectif d'octroyer à ceux-ci un avantage financier en plus du rendement social de leur investissement dans le capital d'Alterfin. Les actions d'Alterfin n'engendraient alors en effet pas de dividende.

La situation a depuis bien évolué; les actions d'Alterfin génèrent depuis 7 ans déjà un dividende, situé d'abord entre 1 et 1,75%, et s'élevant à 2,75% pour l'exercice 2007.

Etant donné que la rémunération du dividende du capital d'Alterfin peut maintenant largement oser la comparaison avec le taux d'intérêt d'un compte d'épargne classique, une augmentation du taux de base sur les compte de Participation Nord-Sud ne semble plus justifiée, d'autant plus que ce système comporte des coûts importants pour Alterfin (et la Banque Triodos).

## 2.8. Fonds de Garantie

### Fonds de Garantie Alterfin asbl

En collaboration avec quelques-uns de ses associés (11.11.11, la Banque Mercator, Oxfam Solidarité, la banque Triodos, Vredeseilanden-Coopibo et SOS-Faim), Alterfin a fondé en décembre 2000 le Fonds de Garantie Alterfin sous la forme d'une association sans but lucratif. Son objectif est de rassembler des fonds qui peuvent être employés comme garantie. A l'inverse de la coopérative, les fonds de l'asbl sont surtout alimentés de dons, principalement de coopérateurs.

Grâce aux garanties apportées par le Fonds de Garantie, Alterfin peut réaliser des financements d'organisations partenaires plus faibles – qui ne disposent pas de garanties nécessaires – sans mettre en péril la situation financière de la coopérative. Les moyens du Fonds de Garantie peuvent également être affectés au financement de l'assistance technique à nos partenaires.

Les fonds de notre asbl Fonds de Garantie Alterfin s'élèvent fin 2008 à un peu plus d'un million d'euro principalement alimenté des commissions du fonds d'investissements AlterVision, de dons de 11.11.11 et de coopérateurs particuliers. Cette somme nous permet de soutenir un portefeuille de 1,5 millions d'euro, dont la majeure partie pour l'Afrique.

## 2.9. Direction et gestion

- Assemblée Générale

### Assemblée Générale

Les coopérateurs, appelés aussi actionnaires, d'Alterfin sont co-proprétaires de la coopérative. Chaque actionnaire est membre de l'Assemblée Générale (AG), qui a lieu au moins une fois par an. Cette AG est l'instance de décision la plus haute de la coopérative. L'AG choisit les membres du conseil d'administration et les mandate afin de gérer Alterfin. En outre, l'AG décide de l'affectation du résultat et donc de l'éventuelle distribution de dividende.

Le samedi 15 mars 2008 s'est tenue l'Assemblée Générale annuelle d'Alterfin, à laquelle 80 coopérateurs ont participé. Elle était précédée d'un reportage photos sur nos missions en Ouganda et Bolivie, illustrant ainsi le processus que suit une demande de financement à Alterfin.

- Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration s'est réuni 4 fois en 2008. Erik Van Mele qui y représentait Oxfam Solidarité depuis les débuts d'Alterfin a abandonné son siège au conseil et au comité de crédits. Par sa profonde connaissance de l'Amérique Latine et par son attention particulière à l'impact social, Erik Van Mele a apporté une contribution très importante au développement d'Alterfin. Oxfam Solidarité reste actionnaire d'Alterfin mais ne souhaite plus siéger au conseil d'administration.

- Comité de crédits

#### Comité de crédits

Le comité de crédits d'Alterfin est un organe externe compétent pour l'approbation finale de nos financements. Ce comité de crédits est composé de personnes d'ONG et d'autres actives dans le monde de la finance éthique. Cette unique collaboration entre expertises sociale et financière crée la force d'Alterfin.

Le Comité de Crédits s'est réuni 11 fois en 2008 et a analysé 52 demandes de crédits desquelles 45 ont été approuvées, dont 7 avec adaptation des conditions d'octroi de crédits (montant, terme, garanties, ...).

- Equipe opérationnelle

Notre équipe suit le rythme de nos activités de financements: elle s'agrandit donc. Alterfin compte ainsi 8 membres du personnel. Depuis fin novembre, Wendy Schats est venue renforcer notre équipe afin de se concentrer spécifiquement sur le marketing et la communication d'Alterfin.

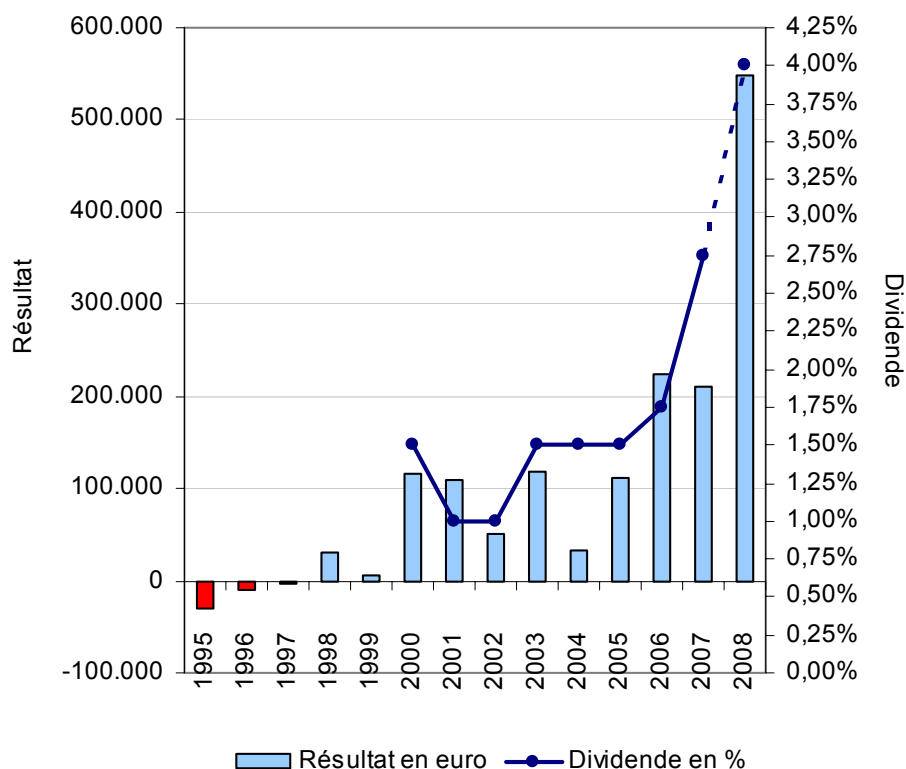
Aperçu de l'équipe opérationnelle:

Hugo Couderé	Directeur Responsable du portefeuille en Afrique et Asie
Jan De Grande	Responsable de la gestion financière et de la comptabilité
Saúl Castro	Responsable du portefeuille en Amérique Latine
Julie Depelchin	Responsable du registre des coopérateurs Collaboratrice comptabilité
Sandra Bythell	Co-responsable du portefeuille en Afrique et Amérique Latine
Sofie Desmet	Responsable de la gestion du portefeuille
Alex Tack	Collaborateur pour le portefeuille en Afrique et Amérique Latine Assistant à la direction
Wendy Schats	Collaboratrice marketing et communication

## **2.10. Risques et réductions de valeur de crédits en cours**

En date du 31 décembre 2008, un seul partenaire n'avait pas complètement respecté ses obligations de remboursements. Il s'agit de LA CENTRAL du Honduras. LA CENTRAL est une coopérative de café de second niveau qui rassemble diverses coopératives de café pour l'achat et la commercialisation de leur café. En date de clôture de l'exercice, l'arriéré de paiement s'élève à 35.390 dollars US (ou 25.104 euro). Une réduction de valeur pour la totalité de ce montant a été prise et le prêt à ce partenaire est considéré comme créance douteuse dans notre bilan.

## 2.11. Résultat financier



En 2008, le résultat financier s'élève à 548.986,51 euro. Ce beau résultat s'explique surtout par deux facteurs: la forte augmentation de nos activités de gestionnaire de fonds pour responsAbility et les taux d'intérêts élevés perçus sur nos placements bancaires.

L'Assemblée Générale des actionnaires qui a lieu le 28 mars 2009 décidera de l'affectation de ce résultat (la proposition d'affectation du résultat peut être consultée au point 11 de ce rapport annuel).

Un résumé des comptes annuels 2008 peut être consulté au point 7 de ce rapport annuel.

### 3. La prestation sociale d'Alterfin

#### 3.1. Introduction

- Méthodologie

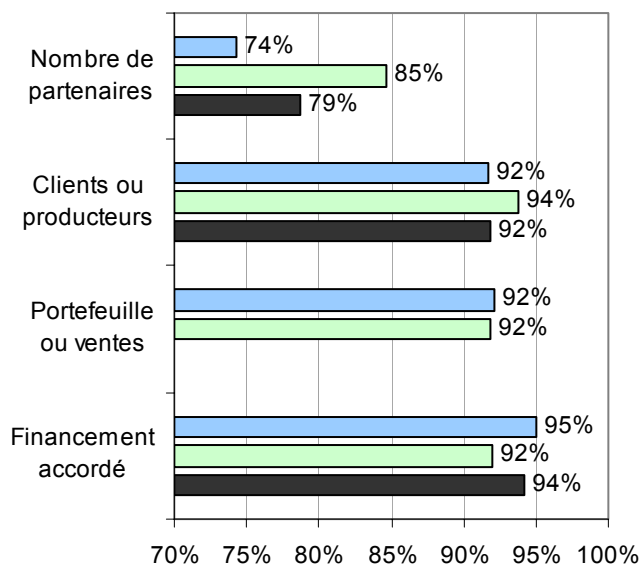
Toute demande de financement sera appréciée par le comité de crédit sur base de deux types de critères. Tout d'abord, il existe une série de critères de développement, desquels il ressort qu'il doit être évident que l'organisation travaille en faveur de personnes marginalisées. Ensuite, Alterfin travaille aussi avec des critères économiques. Nous tenons naturellement à ce que l'organisation utilise ses ressources d'une façon durable et puissent rembourser le financement octroyé. Cette partie du rapport annuel vous informera de manière plus approfondie sur la prestation sociale de nos partenaires et sur celle d'Alterfin.

En 2008, Alterfin a continué à développer son système de gestion de ses prestations sociales ou, comme souvent appelé sous sa dénomination anglaise, un "Social Performance Management". Ce système de gestion est basé, en premier lieu, sur une liste de questions posées à nos partenaires. Les réponses sont souvent apportées lors d'une de nos visites du partenaire sur place. Les données en résultant sont d'abord analysées par le responsable du dossier de crédit, puis par le comité de crédits.

Ensuite, un suivi doit être réalisé par le partenaire lui-même quant à sa "social performance". Cela s'effectue au moyen d'un tableau d'une trentaine d'indicateurs. Fin 2007, nous avons, pour la première fois, envoyé celui-ci à nos partenaires microfinance. Fin 2008, nous avons renouvelé notre enquête et l'avons élargie à nos partenaires du commerce équitable (FT). En voici les résultats:

- Représentativité des résultats

L'enquête a été envoyée à 61 partenaires, dont 35 IMF et 26 organisations FT.<sup>4</sup> 48 ont répondu et représentent:



- 79% du nombre total des partenaires;
- 92% du nombre total de clients ou de producteurs de tous nos partenaires;
- 92% du portefeuille micro-crédit total de nos partenaires IMF et 92% du chiffre d'affaires total de nos partenaires FT;
- 94% du financement total accordé à nos partenaires par Alterfin et responsAbility.

<sup>4</sup> Fin 2008 notre onze portefeuille comptait 63 partenaires. 5 d'entre eux n'ont pas été repris dans l'analyse, étant donné leur caractère exceptionnel (par exemple: réseau d'IMF, l'investisseur social SIDI de France). 3 autres organisations ont quant à elles reçu l'enquête puisqu'elles sont déjà partenaires d'Alterfin et recevront un nouveau crédit dans le courant de 2009. En tout, un total de 61 organisations ont reçu notre enquête.

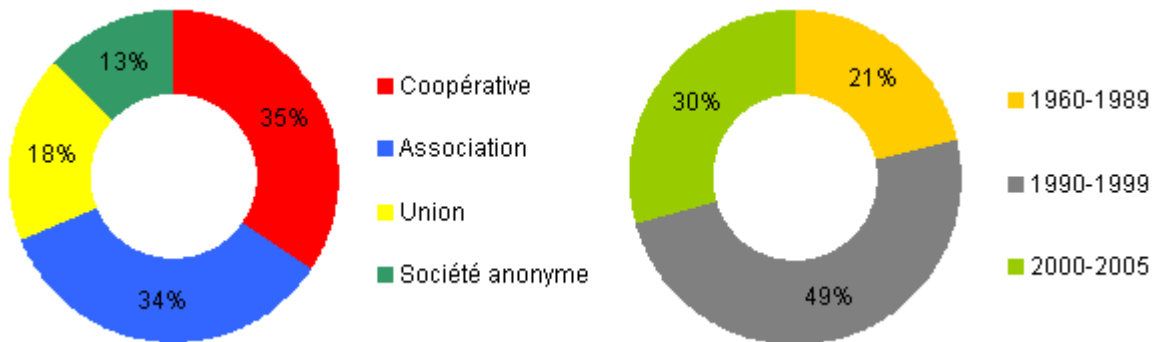
### 3.2. Résultats

- Cadre institutionnel

Les paysans et entrepreneurs du Sud qu'Alterfin souhaite financer le sont toujours via des institutions locales intermédiaires. Nos financements mettent donc l'accent sur la relation entre Alterfin et l'institution en question, appelée ici le partenaire (et non pas sur la relation entre Alterfin et le client de ce partenaire). L'aspect institutionnel est dès lors important pour nous. Alterfin veut financer et encadrer ses partenaires avec l'objectif de construire un réseau financier transparent et durable dans le Sud.

Alterfin travaille avec un large panel d'organisations. En ce qui concerne leur nature institutionnelle, les 61 partenaires qui ont reçu cette enquête peuvent être classées en 4 catégories: coopérative, association (fondation, ONG, ...), union ou fédération d'organisations (*second floor*) et société anonyme.

La moitié de nos partenaires ont débuté leurs activités dans les années '90. La constitution de 20% d'entre elles date d'avant 1990. Dans 30% des cas, les opérations ont commencé en 2000 ou plus tard.

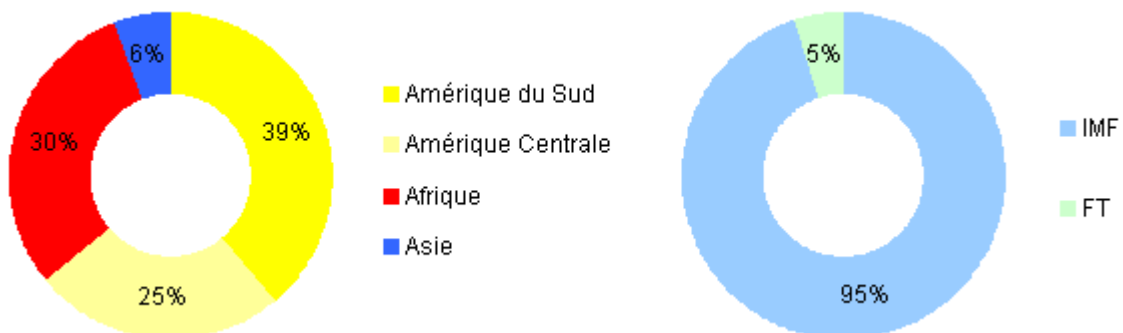


- Portée

On peut ici faire une distinction entre portée quantitative et portée qualitative. La première comprend le nombre global de personnes que le partenaire touche par ses activités, tandis que la seconde étudie quel type de population est atteint.

#### Portée quantitative

Au 31 décembre 2008, nos partenaires desservaient plus de 773.000 micro-entrepreneurs et producteurs à travers le monde. Cette estimation est calculée sur base des données des partenaires qui ont répondu à cette enquête (nombre de clients ou membres fin 2008) et de la dernière information disponible des autres partenaires (données de 2007). Schématiquement, voici la portée quantitative:





Si nous répartissons ce montant estimé du nombre total de clients (773.000), nous retrouvons majoritairement les clients en Amérique Latine : 64%. L’Afrique regroupe 30% des clients et l’Asie 6%.

Les partenaires IMF atteignent ensemble 95% du nombre total de clients. Le reste des bénéficiaires sont membres de groupes de producteurs FT.

La médiane du nombre de clients de nos partenaires IMF se situe bien plus haut que celle du nombre de producteurs des organisations FT :

Nombre de clients	IMF	FT
Médiane	11.021	716

Nos partenaires IMF comptent un total de 735.000 membres ou clients. Le financement d’Alterfin et de responsAbility aux 26 IMF qui ont répondu à l’enquête correspond à respectivement 2% et 4% de leur portefeuille total. Dès lors, nous pourrions extrapoler en déclarant qu’Alterfin et responsAbility financent respectivement 2% et 4% des 735.000 clients de nos partenaires.

Nos partenaires FT travaillent avec près de 38.000 producteurs. Le financement accordé par Alterfin et responsAbility aux 21 organisations qui ont participé à l’enquête correspond respectivement à 4% et 5% de leur chiffre d’affaires total. En extrapolant à partir du double de ces pourcentages (étant donné que les fonds alloués servent habituellement au moins 2 fois au financement des ventes) et du nombre total de producteurs liés à tous nos partenaires FT, Alterfin et responsAbility financeraient respectivement 8% et 10% des 38.000 clients.

Clients	IMF	FT	Total
Alterfin	14.706	3.039	17.745
responsAbility	29.412	3.798	33.210
Total	44.118	6.837	50.955

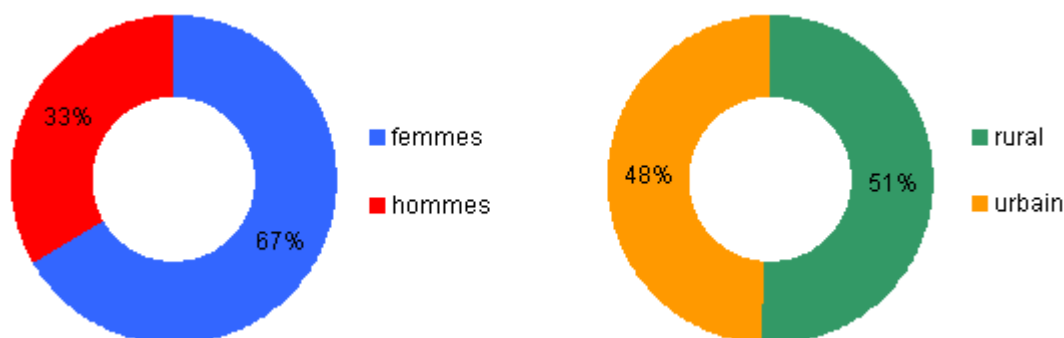
On peut en déduire que fin 2008, au moins 50.000 personnes (et leurs familles) étaient financées par des prêts d’Alterfin, dont 35% grâce au capital social d’Alterfin et 65% grâce aux fonds de responsAbility que nous gérons.

## Portée qualitative

### Typologie des clients

Concernant les genres, nous constatons que 67% des clients sont des femmes.

51% des clients de nos partenaires vivent en milieu rural et 48% en ville.

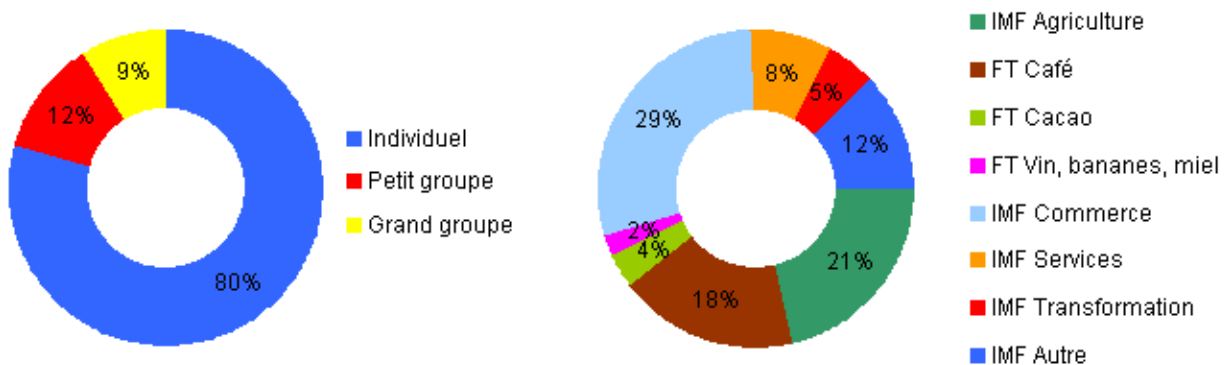


### Typologie des crédits

80% des micro-crédits et des préfinancements aux producteurs FT sont octroyés sous forme individuelle tandis que les autres sont de type collectif.

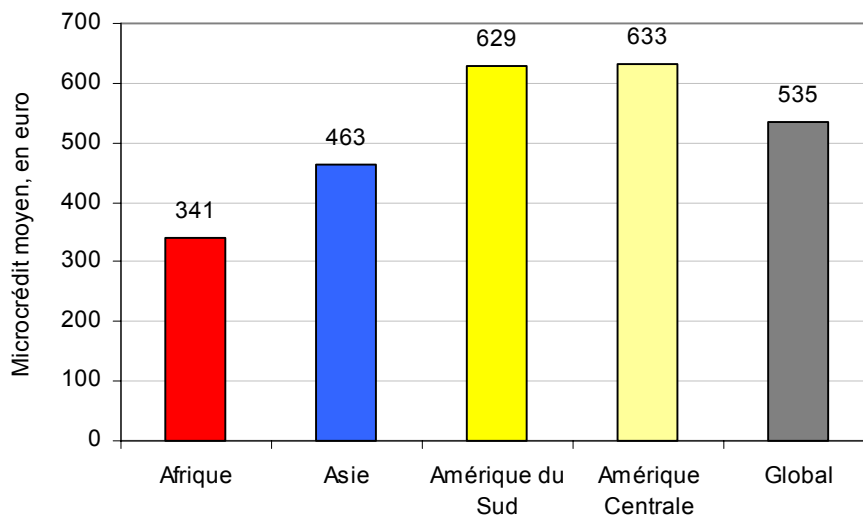
En terme de secteur d'activité, la distribution est la suivante :

- 45% pour les activités liées au secteur agricole : 21% via les IMF et 24% via les organisations FT (18% café, 4% cacao et 2% vin, bananes et miel);
- 29% pour le commerce ;
- 8% pour les services
- 5% pour la manufacture
- 12% pour les activités non-classées (logement, consommation, éducation, etc).



### Crédit moyen

En réalisant une moyenne pondérée par le nombre de clients par IMF, le montant moyen du crédit varie considérablement d'une région à l'autre : de 340 EUR en Afrique à 630 EUR en Amérique du Sud. Le crédit moyen global s'élève à 535 EUR par client.



Le micro-crédit moyen se situe bien en dessous du revenu national moyen per capita des pays concernés (ce rapport est de 21% pour la totalité de notre portefeuille de crédits, pondéré par le nombre de clients par IMF). Cela nous confirme que nos partenaires microfinance travaillent avec des groupes de populations relativement pauvres.

## Employés

Afin d'offrir leur services à leurs 773.000 clients et producteurs, nos partenaires peuvent compter sur leurs 5.750 employés, dont 42% sont des femmes.

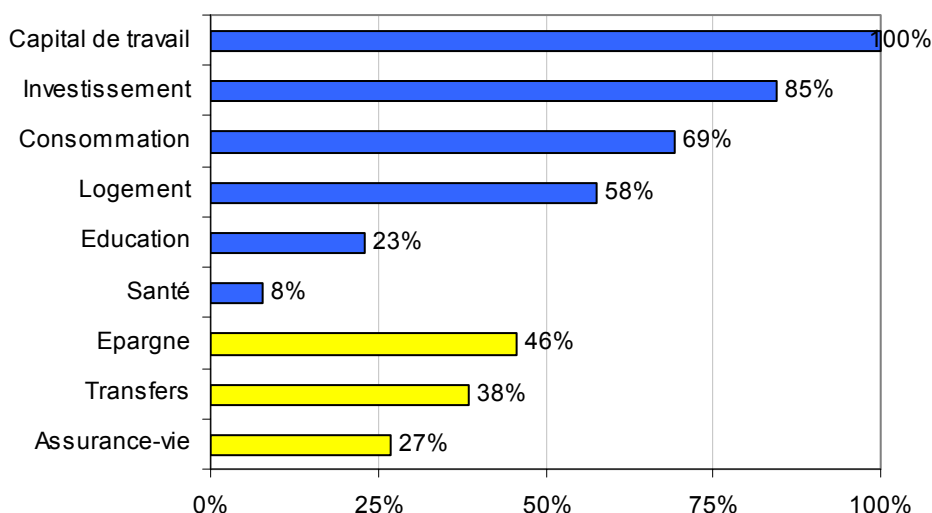
Le salaire moyen d'un agent de crédit "junior" travaillant pour nos IMF partenaires s'élève à 221 euro.

Des 26 IMF qui ont répondu à notre enquête,

- 24 offrent des possibilités de formations à leurs employés (92%);
- 15 prennent à leur charge une partie des soins de santé du personnel (58%);
- 10 constituent un plan de pension pour leurs travailleurs (38%);
- 5 proposent une assurance-vie à leur staff (19%);
- 3 donnent accès à des crédits spécifiques pour leurs employés (12%).

- Produits et services financiers de nos partenaires IMF

Les IMF qui ont répondu à notre enquête proposent les produits financiers suivants:



## Crédit

Les clients peuvent faire usage de divers types de crédits. Toutes les IMF partenaires fournissent des fonds de roulement pour les activités génératrices de revenus de leurs clients. Presque toutes offrent aussi un capital d'investissement, sous la forme de crédits à long-terme. Quelques-unes proposent aussi à leurs clients des crédits à la consommation, au logement, à l'éducation ou pour des soins de santé.

## Epargne

Chez 16 de nos 35 partenaires IMF, les clients peuvent souscrire à des produits d'épargne. Au total, plus de 225.000 clients de 'nos' IMF (31% du nombre total des clients avec lesquels elles travaillent) ont un compte d'épargne dont l'encours moyen s'élève à 160 euro.

Notons que les IMF qui ont un statut d'association ne sont normalement pas autorisées par les lois nationales à mobiliser de l'épargne. Plusieurs de ces fondations et ONG, principalement les institutions plus consolidées,

sont donc en train de se transformer en acteurs financiers au statut bancaire. En effet, un avantage direct à cela est qu'elles peuvent de la sorte mobiliser de l'épargne. Elles peuvent ainsi répondre à la demande de leurs clients d'une part et financer leur portefeuille de micro-crédits de manière alternative et bon marché d'autre part.

### Transferts d'argent

Un autre produit proposé est la possibilité de recevoir des transferts d'argent de proches qui travaillent à l'étranger (*remittances*).

### Assurance-vie

Les clients qui signent un contrat de prêt peuvent aussi parfois souscrire à une assurance. En cas de décès ou d'invalidité permanente consécutive à un accident, le solde restant dû du crédit est remboursé à l'IMF par l'assurance. En outre, les membres de la famille reçoivent la plupart du temps une intervention pour les frais de funérailles.

- Commerce Equitable

### Introduction

La situation actuelle du commerce international fait que les petits producteurs des pays du Sud ne peuvent souvent pas vivre décemment de leurs activités agricoles. Le commerce équitable ou fair trade propose un nouveau modèle, basé sur des relations plus équilibrées entre les partenaires commerciaux:

- Les producteurs se regroupent en coopératives ou associations qui travaillent de manière démocratique.
- Les conditions de travail sont décentes et respectent les droits de l'Homme.
- Le prix payés au producteur est un prix "équitable", en rapport avec les coûts de production, et non pas défini par les rapports de force sur les marchés internationaux. L'utilisation d'intermédiaires est évitée.
- La plupart du temps, les acheteurs paient (une partie) à l'avance afin que les producteurs ne doivent pas/moins faire appel à d'autres sources de financement.
- Le respect de l'environnement et de la production biologique est encouragé.
- Le consommateur reçoit de l'information à propos de l'origine du produit.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des produits et des pays de nos financements FT:

	Café	Cacao	Vin	Bananes	Miel	Sésame	Total
Nombre de partenaires FT	17	4	2	1	1	1	26
Nombre de pays	Pérou Equateur Nicaragua Honduras El Salvador	Pérou	Chili	Equateur	Chili	Nicaragua	6

## Pré-financement

Une caractéristique de nos investissements "fair trade" est l'attention particulière portée aux groupes de population vivant en milieu rural, ce qui n'exclut cependant pas que la plupart de nos IMF partenaires sont surtout actives dans ce secteur.

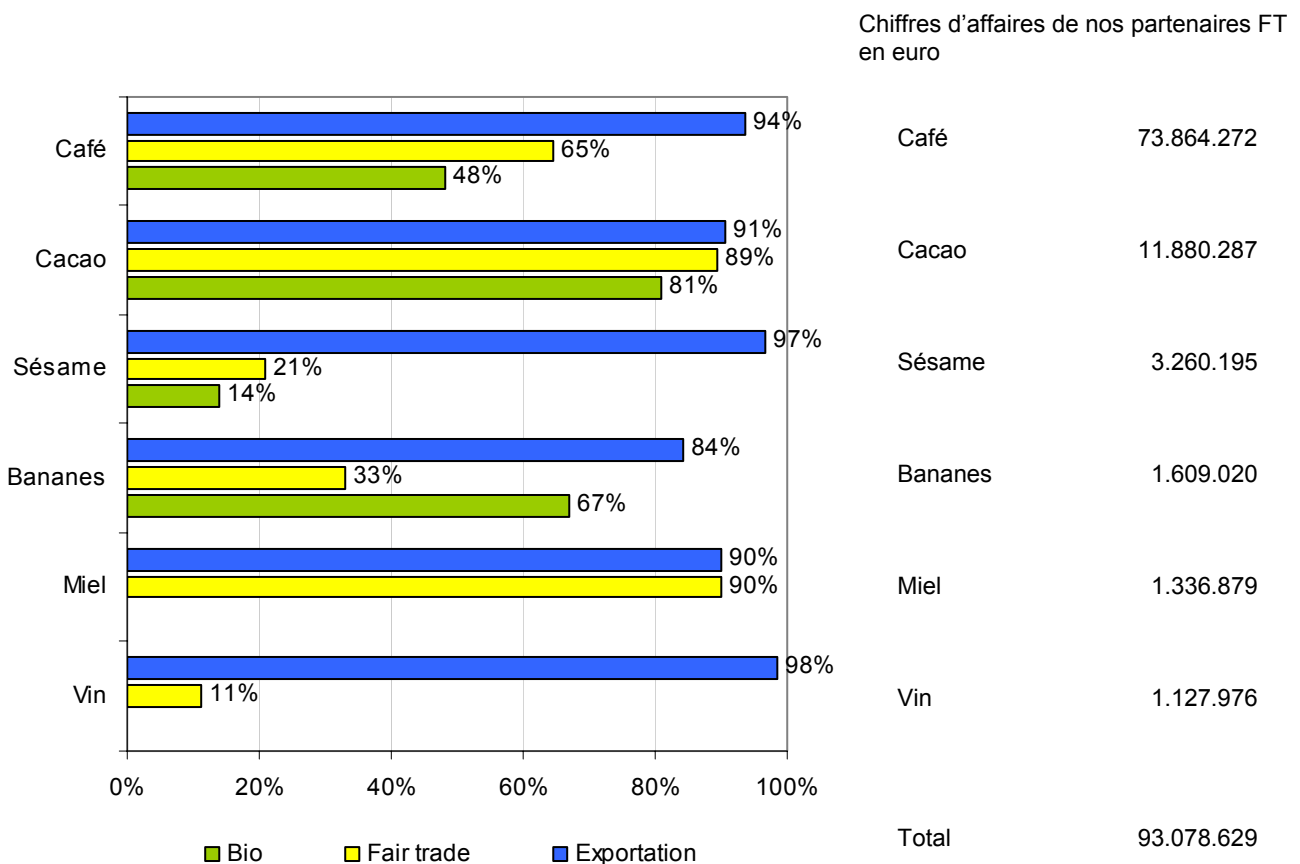
En octroyant des prêts à des groupes d'agriculteurs "fair trade", Alterfin leur permet donc de préfinancer leur récolte. Ce qui a pour conséquence, pour les petits producteurs, un meilleur accès au marché. Nos crédits permettent ainsi aux coopératives d'acheter la production de leurs membres, en évitant qu'elle ne soit vendue à des intermédiaires à un prix trop bas.

Le principe est simple : les membres reçoivent de leur coopérative une avance sur leur récolte future. Après la récolte, et dès qu'elle est livrée à la coopérative, les producteurs reçoivent le reste de l'argent. En plus du préfinancement, les coopératives fournissent souvent une assistance technique à leurs membres. Elles s'occupent aussi de la transformation du produit récolté et de sa commercialisation via le circuit du commerce équitable.

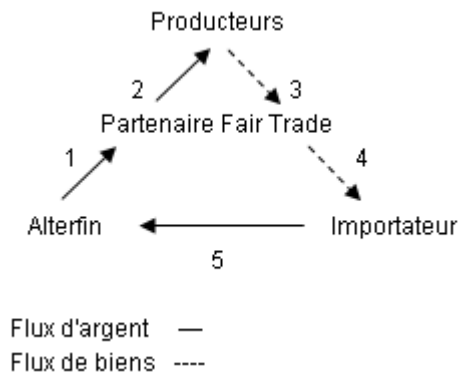
## Marchés

Un des critères pour que les organisations FT puissent recevoir un financement d'Alterfin est la certification FLO (*Fair trade Labelling Organizations* est l'organisation-coupe des marques de commerce équitable). En outre, la majorité de nos partenaires FT ont également une certification bio pour (une partie de) leur production, ce qui ajoute encore une plus-value à leurs ventes.

Le graphique suivant montre les différents marchés par produit:



Quand Alterfin finance un partenaire “commerce équitable”, elle travaille en général avec des importateurs. Nous utilisons les contrats d’exportations des partenaires comme garantie à notre prêt. Les plus solides partenaires fair-trade d’Alterfin sont en mesure de régler eux-mêmes leurs exportations tandis que les plus modestes passent par des intermédiaires. Le schéma ci-dessous illustre les flux de financement et de production d’une telle construction et la place des acteurs concernés:



Alterfin octroie un crédit à une association de producteurs du Sud (1) qui, à son tour, fournit un préfinancement à ses membres sous forme d’acompte (2). Les producteurs promettent de livrer leur récolte à la coopérative (3) et reçoivent le solde lors de la livraison. Après transformation, la coopérative exporte les biens à un importateur (4) afin qu’ils puissent être vendus dans le circuit du commerce équitable. Il est établi contractuellement que l’importateur paie la livraison directement à Alterfin, et non au partenaire (5). C’est de cette manière que le crédit peut-être remboursé à Alterfin. Une fois que l’argent est revenu à Alterfin, nous octroyons un nouveau prêt au partenaire.

### Prix équitables

Un des principes de base du commerce équitable est que les producteurs reçoivent un prix “équitable” pour leur production, en rapport avec les coûts de production. Ce système prévoit de plus un prix minimum garanti aux producteurs.

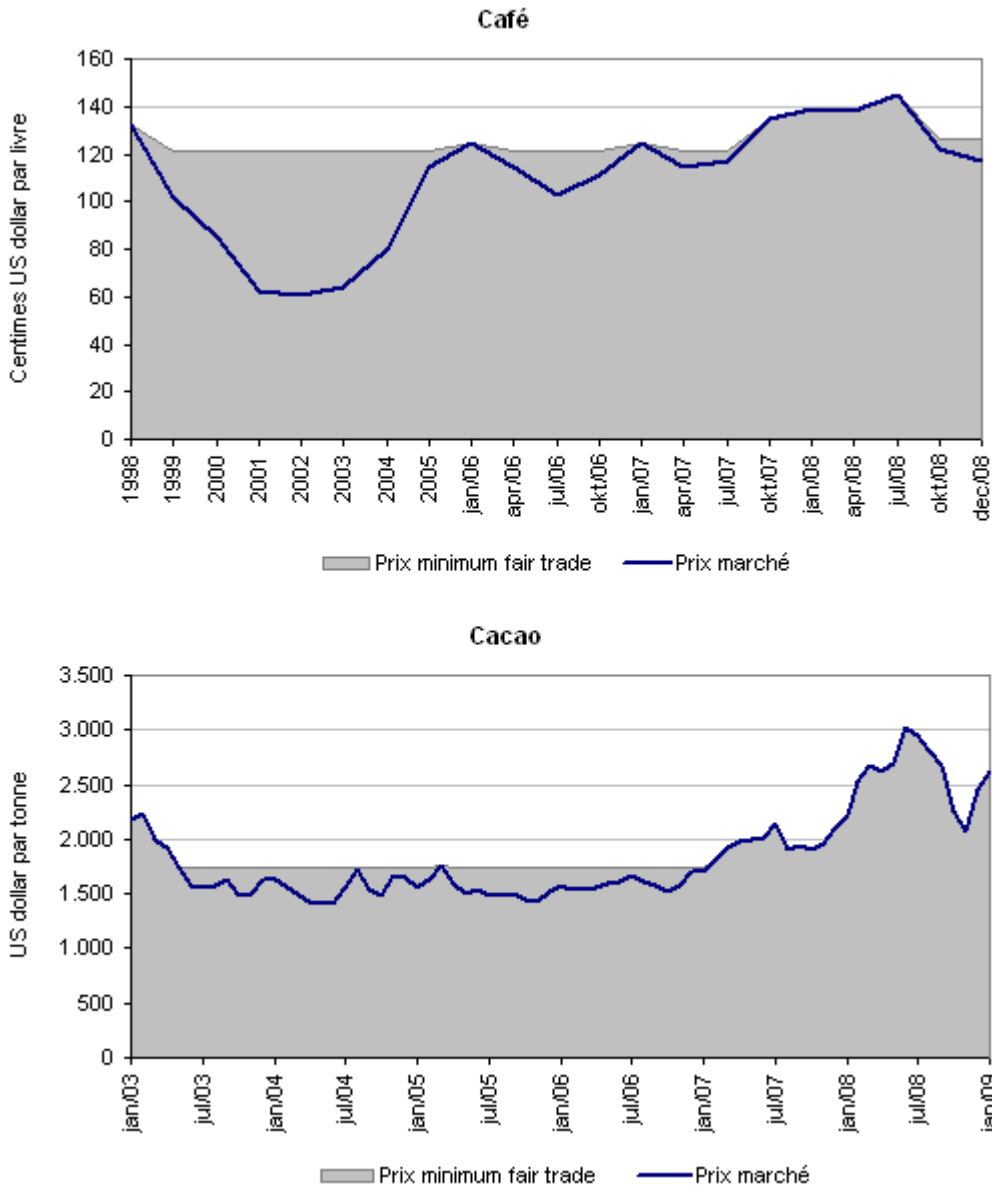
Ces dernières années, le prix du marché mondial du café et du cacao a souvent été moindre que le prix minimum du commerce équitable ; les petits paysans du commerce équitable ont ainsi reçu un prix plus élevé que les autres canaux de vente. A partir de 2007, la situation s’est cependant renversée, avec des prix du marché plus hauts que le minimum du commerce équitable. Cette évolution était surtout la conséquence de la demande élevée de café et cacao. Notons ici que le prix du café est, fin 2008, à nouveau descendu sous le minimum garanti du commerce équitable.<sup>5</sup>

Le prix moyen par livre que nos partenaires café ont reçu ces dernières années pour leur café, pondéré par le nombre de livres de café par partenaire, s’élevait à 150,30 centimes de dollars US. Pour nos partenaires cacao, le prix moyen s’élevait à 2.903 dollars US par tonne de cacao. Ces niveaux de prix sont sensiblement plus hauts que les prix du marché et sont la conséquence de diverses certifications (fair trade, bio) d’un côté et d’une qualité exceptionnelle de la production d’un autre.

Le prix pour une livre de café Arabica sur le marché mondial a évolué d’à peine 60 centimes de dollars US fin 2001 à plus de 130 centimes de dollars US en 2008. Pendant cette période, le commerce équitable, grâce à son prix minimum (longtemps fixé à 121 centimes de dollars US et augmenté à 126 centimes de dollars US mi-2008), a sauvé des milliers de familles de la faillite. Mais dans un contexte de prix du marché élevés (plus

<sup>5</sup> Sources des prix du café: prix moyens annuels et mensuels pour “Other mild Arabicas” sur la bourse de New York, International Coffee Organization: [www.ico.org](http://www.ico.org)  
 Source des prix du cacao: prix moyens annuels et mensuels, International Cocoa Organization, [www.icco.org](http://www.icco.org)

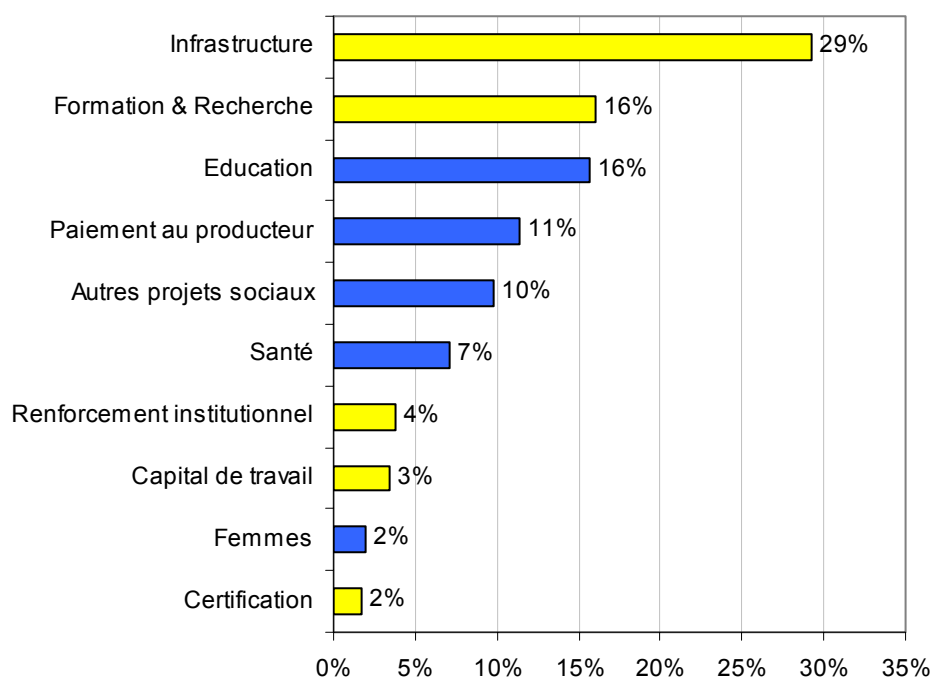
élevés que le prix minimum du commerce équitable), le commerce équitable se trouve devant le défi de garder les producteurs fidèles à son système. Il exige en outre une qualité supplémentaire et donc plus de travail. Quelques producteurs ont par conséquent tendance à vendre leur production via les canaux traditionnels...



Des prix plus élevés sont évidemment les bienvenus pour les producteurs. Mais cela signifie aussi que nos partenaires (les coopératives donc) ont besoin de davantage de financements pour acheter la production à leurs membres. Alterfin tente de répondre à leur demande de moyens supplémentaires et a d'ailleurs augmenté significativement ces trois dernières années ses crédits pour le financement de ces partenaires.

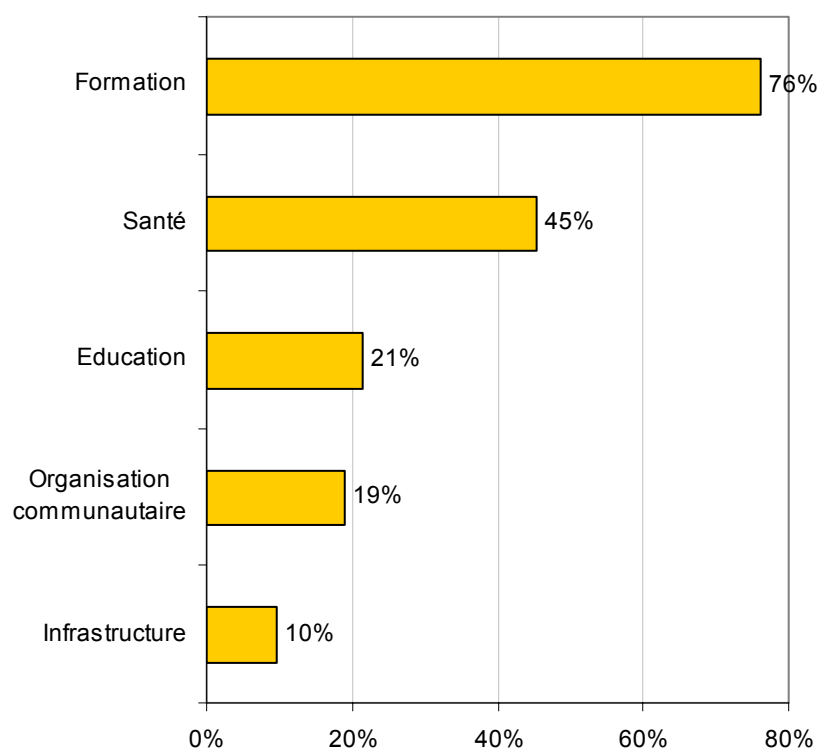
**Prime**

Les acheteurs du commerce équitable paie, en plus du prix minimum, une prime destinée au groupe de producteurs. Ceux-ci décident ensemble ce à quoi elle sera allouée. Le schéma ci-dessous nous renseigne sur l'allocation moyenne qu'en font nos partenaires.



- Autres services (non-financiers)

A côté des services financiers à proprement dit (et des services de transformation et commerciaux dans le cas de nos partenaires FT), la plupart des partenaires proposent à leurs clients et membres une série de services non-financiers.





Trois-quarts de nos partenaires prévoient des formations pour leurs clients. Chez les IMF, il s'agit surtout de formations de base en finances et en gestion de micro-entreprises ; les associations de producteurs fournissent principalement de l'assistance pour améliorer la qualité et la quantité des cultures.

Près de la moitié de nos partenaires sont actifs dans le domaine de la santé, soit sous la forme de prévention, soit en proposant directement des services de soins de base.

Un cinquième des partenaires soutiennent les enfants de leurs clients et membres au niveau de leur éducation (bourses d'études, livres scolaires, ...) et 1 partenaire sur 5 participe à l'organisation communautaire.

Quelques-uns des partenaires investissent encore dans l'infrastructure locale, comme un local communal ou la réparation de routes.

Enfin, et comme déjà mentionné plus haut, une partie importante des primes reçues par les groupes de producteurs FT est allouée à des projets sociaux.

### **3.3. Conclusions**

Alterfin et responsAbility financent fin 2008, via nos partenaires du Sud, au moins 50.000 personnes (et leurs familles). 35% des bénéficiaires sont financés par le capital social d'Alterfin; les autres 65% le sont par les fonds de responsAbility.

La majorité des clients vit en Amérique Latine (64%). L'Afrique et l'Asie représentent respectivement 30% et 6% des clients.

67% des bénéficiaires sont des femmes.

51% des clients vivent en milieu rural.

45% des moyens sont investis dans le secteur agricole.

Le crédit global moyen s'élève à 535 euro par client.

Nos partenaires emploient 5.750 personnes, dont 42% de femmes.

Nos partenaires IMF proposent une série variée de produits et services financiers. Leur mission est tout d'abord de donner accès à un crédit destiné à développer une activité génératrice de revenus. D'autres types de crédits sont aussi utilisés pour la consommation, le logement, l'éducation ou la santé. Quelques partenaires offrent aussi des produits d'épargne ou encore la possibilité de recevoir des transferts d'argent et de souscrire à une assurance-vie

Les groupes de producteurs FT rassemblent, transforment et commercialisent la production de leurs membres dans le circuit du commerce équitable. Une grande partie de leur production est biologique. Les producteurs reçoivent un prix équitable pour leurs cultures et une prime qu'ils investissent dans la croissance de leurs activités et de projets sociaux.

La majeure partie des partenaires (IMF et FT) soutiennent par ailleurs leurs clients/membres par des autres services (non-financiers) et projets d'éducation, de santé, d'appui à l'organisation communautaires et au développement des infrastructures.

## **4. Evolution de l'environnement dans lequel Alterfin opère**

Alterfin a réalisé son meilleur résultat (financier) en 2008 et ceci malgré la crise qui sévit pourtant depuis la deuxième moitié de l'année. Cette crise est d'abord une crise financière qui tire ses origines dans un système d'octroi de crédits irresponsable et un "habillage" coûteux de risques cachés. Il n'est pas certain que les investisseurs sociaux comme Alterfin et ses partenaires soient complètement protégés des fautes qui ont été commises dans le secteur financier "régulier", ni des conséquences de celles-ci. Alterfin a toutefois le grand avantage d'avoir des actionnaires qui estiment l'impact social et la gestion du risque plus importants que la maximalisation du profit. Ensuite, Alterfin investit dans une économie quotidienne réelle de populations pauvres et non pas dans des produits financiers dérivés dont peu savent encore où se trouve la base économique.

Cela ne signifie hélas pas que nos groupes cibles ne vont pas souffrir de cette crise économique; le travail des institutions de microfinance et des organisations de commerce équitable en sera d'autant plus difficile. Alterfin se devra donc d'être attentive à l'évolution de la situation et d'y adapter éventuellement son fonctionnement.

En juin 2008, le projet de loi de la sénatrice S. de Bethune fut approuvé. Cette loi veut stimuler les investissements dans les fonds de développement comme Alterfin via la possibilité de déduction fiscale. La Commission Européenne a toutefois formulé quelques observations concernant cette loi, ce qui en ralentit la mise en oeuvre.

## **5. Recherche et développement**

Le suivi et l'encadrement sur place des partenaires sont réalisés par trois personnes de l'équipe d'Alterfin. Ces visites sont aussi l'occasion de formaliser les contrats, les garanties et en particulier les hypothèques. La prospection (recherche et développement) s'effectue en grande partie lors de ces missions à l'étranger. Ainsi, en 2008, Alterfin a rendu visite à quasi tous ses partenaires ainsi qu'à des partenaires potentiels. Par ailleurs, Alterfin participe à des conférences internationales où elle peut faire connaissance et approfondir des liens avec des organisations (potentiellement) partenaires.

Trois personnes de l'équipe d'Alterfin ont ainsi réalisé, en 2008, 11 voyages de mission.

## **6. Succursales**

Pas d'application: Pour le moment Alterfin a uniquement ses bureaux dans la Rue de la linière, n° 11 à 1060 Bruxelles.

## 7. Aperçu des comptes annuels 2008

### 7.1. Compte de résultats analytique

Le tableau ci-dessous propose une vue globale des revenus et des charges d'Alterfin en 2007 et 2008. Le solde de ces comptes représente le résultat de l'exercice.

	Euro	2007	2008	YOY Δ%
A	Revenu du portefeuille Alterfin	700.051	744.814	6%
B	Revenus de la gestion de portefeuilles de tiers	112.392	207.445	85%
C	Revenus (nets) de la consultance	1.289	4.845	276%
D	Commissions de la Banque Triodos	32.915	32.689	-1%
E	Revenus des dépôts	272.799	355.222	30%
	Total des Revenus	1.119.446	1.345.014	20%
F	Charges financières	-395.667	-392.315	-1%
	Marge financière	723.779	952.699	32%
G	Coûts opérationnels	-386.972	-411.160	6%
	Personnel	-293.551	-308.978	5%
	Bureaux	-50.326	-57.517	14%
	Services	-13.225	-8.721	-34%
	Suivi du portefeuille	-29.870	-35.946	20%
	Marge opérationnelle brute	336.807	541.539	61%
H	Provisions pour risques	-108.002	9.103	-108%
I	Commission au Fonds de Garantie	-10.441	-15.503	48%
	Marge opérationnelle nette	218.363	535.139	145%
J	Résultat des cours de change	-10.708	18.098	-269%
K	Résultats exceptionnels	3.929	-1.000	-125%
	Impôts	0	-3.250	NA
	Marge nette	211.584	548.987	159%

A Cette rubrique contient tous les intérêts, commissions et dividendes générés par le portefeuille de financements d'Alterfin (crédits, participations et garanties).

B Cette rubrique contient la commission qu'Alterfin reçoit pour la gestion du portefeuille du fonds de placement suisse responsAbility Social Investment AG.

C Cette rubrique contient l'honoraire net (déduction faite des coûts) qu'Alterfin perçoit pour l'appui technique qu'elle procure aux organisations dans le Sud.

D Cette rubrique contient la commission qu'Alterfin perçoit pour l'épargne Nord-Sud qu'elle mobilise auprès de la Banque Triodos.

E La majeure partie du capital social d'Alterfin (en euro) est placée en dépôt en garantie auprès de nos partenaires bancaires, en contrepartie des lignes de crédits en dollars US que nous empruntons. Cette rubrique contient les intérêts qu'Alterfin reçoit sur ces dépôts.

F Cette rubrique contient les intérêts qu'Alterfin paie pour les emprunts (court et long termes) contractés en dollars US.

G Cette rubrique contient toutes les charges opérationnelles: personnel, bureaux, missions pour le suivi du portefeuille, autres services.

H	Cette rubrique contient les dotations aux provisions constituées pour les crédits dont le remboursement est jugé incertain.
I	Cette rubrique contient les commissions qu'Alterfin sclr paie au Fonds de Garantie Alterfin asbl en contrepartie des garanties qu'il lui procure.
J	La plupart des financements sont réalisés dans d'autres devises que l'euro et sont, dans la mesure du possible, couvertes. Cette rubrique contient le résultat des transactions en monnaies étrangères, après couverture.
K	Cette rubrique contient tous les coûts et revenus liés à des opérations non-récurrentes ou qui ne font pas partie des activités habituelles.

## 7.2. Bilan

Ces états financiers donnent un aperçu des avoirs (actif) et des obligations (passif) d'Alterfin au 31/12/2007 et 31/12/2008, avant affectation du résultat.

ACTIF en euro			PASSIF en euro				
	31/12/2007	31/12/2008		31/12/2007	31/12/2008		
a	<u>Immobilisations</u>	<u>2.597.281</u>	<u>5.664.136</u>	l	<u>Fonds propres</u>	<u>8.174.731</u>	<u>9.737.186</u>
b	Immobilisations (in)corporelles nettes	12.705	18.306	m	Capital	7.640.500	8.847.000
c	Participations	319.576	346.495	n	Réserves	280.770	313.642
d	Dépôts à long-terme	2.265.000	5.299.335		Plus-values de réévaluation	0	8.690
				o	Résultat reporté	41.877	18.867
e	<u>Actif circulant</u>	<u>12.508.852</u>	<u>12.276.922</u>	p	Résultat de l'exercice	211.584	548.987
f	Banques	114.567	50.264				
g	Portefeuille de crédits brut	7.301.471	8.381.865	q	<u>Provisions</u>	<u>223.178</u>	<u>216.063</u>
h	-Réductions de valeur	-124.159	-121.744				
i	Dépôts à court-terme	4.832.163	3.471.099	r	<u>Dettes</u>	<u>6.842.086</u>	<u>8.062.884</u>
j	Autres créances à court-terme	384.810	495.438		Dettes financières à long-terme	2.472.485	2.988.024
					Dettes financières à court-terme	4.273.408	4.921.759
					Autres dettes à court-terme	96.194	153.101
k	<u>Comptes de régularisation</u>	<u>189.792</u>	<u>164.606</u>	s	<u>Comptes de régularisation</u>	<u>55.929</u>	<u>89.531</u>
	<u>TOTAL ACTIF</u>	<u>15.295.925</u>	<u>18.105.664</u>		<u>TOTAL PASSIF</u>	<u>15.295.925</u>	<u>18.105.664</u>

- a Immobilisations: cette rubrique contient tous les actifs immobilisés pour une période d'au moins 1 an.
- b Immobilisations (in)corporelles nettes: cette rubrique contient principalement le matériel informatique et le mobilier (valeurs nettes, c-à-d amortissements inclus).
- c Participations: cette rubrique contient les participations dans le capital d'IMF ainsi que dans le capital de la SIDI (France).
- d Dépôts: la majeure partie du capital social d'Alterfin (en euro) est placée en dépôt en garantie auprès de nos partenaires bancaires, en contrepartie des lignes de crédits en dollars US que nous empruntons. Cette rubrique contient les dépôts placés pour plus d'un an.

- e Actif circulant: cette rubrique contient tous les actifs placés pour une période de moins d'un an (à l'exception d'une partie du portefeuille de crédits, cf. infra).
- f Banques: cette rubrique contient les liquidités immédiatement disponibles.
- g Portefeuille de crédits brut: cette rubrique contient l'encours total des crédits (bruts) octroyés par Alterfin à ses partenaires dans le Sud. Pour des raisons de présentation, il a été décidé de reprendre la totalité du portefeuille (aussi bien court que long terme) sous la rubrique "Actif circulant".
- h Réductions de valeur: cette rubrique contient les réductions de valeur prises pour des crédits dont le remboursement est incertain. La somme du portefeuille brute et de ces réductions de valeur donne le portefeuille net.
- i Dépôts: la majeure partie du capital social d'Alterfin (en euro) est placée en dépôt en garantie auprès de nos partenaires bancaires, en contrepartie des lignes de crédits en dollars US que nous empruntons. Cette rubrique contient les dépôts placés pour moins d'un an.
- j Cette rubrique contient les autres créances à court-terme dont: les revenus à percevoir (intérêts et commissions) et les impôts et précomptes à récupérer.
- k Cette rubrique contient les intérêts, dividendes et commissions "pro rata" de notre portefeuille. Ces revenus sont déjà gagnés mais pas encore encaissés.
- l Fonds propres: cette rubrique contient les fonds qui sont à la complète disposition d'Alterfin pour couvrir d'éventuels risques ou pertes.
- m Le capital social, apporté par les actionnaires ou coopérateurs, constitue le poste principal des fonds propres.
- n Les réserves se composent surtout de la réserve légale, la réserve pour cours de change et la réserve pour risques généraux (voyez le point 9 de ce rapport annuel).
- o Solde du bénéfice reporté de l'année antérieure.
- p Il s'agit du bénéfice de l'exercice (Revenus moins charges).
- q Il s'agit ici de provisions qu'Alterfin a constituées pour couvrir les pertes d'éventuels non-remboursement (voyez le point 9 de ce rapport annuel).
- r Ces postes reprennent les dettes contractées par Alterfin auprès de tiers: emprunts en dollars US à court et long termes et autres dettes (non-financières) à court-terme.
- s Cette rubrique contient les charges à payer provenant des intérêts sur les emprunts contractés et les garanties reçues.

## 8. Aperçu et contrôle des risques principaux

La nature des activités d'Alterfin comporte une série de risques à gérer. La politique et la gestion d'Alterfin s'appliquent à gérer ces risques de la meilleure façon possible, sans bien entendu pouvoir les exclure tout à fait. Nous faisons une différence entre les types de risques suivants:

- Le risque débiteur: le risque de non-remboursement des crédits octroyés par Alterfin.
- Le risque de cours de change: il s'agit surtout du risque issu des transactions en devises étrangères effectuées afin de financer nos partenaires dans les pays du Sud.
- Le risque pays: des événements peuvent très probablement surgir dans les pays où Alterfin est active et peuvent avoir un impact très négatif sur les possibilités de remboursement de nos partenaires dans ces pays. Après tout, Alterfin travaille dans des pays en voie de développement. Ceux-ci sont des pays qui, par définition, comportent des risques non négligeables d'un point de vue social, économique, politique et climatologique. Ce risque est inévitable car lié à la mission sociale d'Alterfin

### Le risque débiteur

Ce risque est géré de deux manières. La plus importante est naturellement l'évaluation du risque. Celle-ci se réalise sur base d'un dossier détaillé qui est élaboré pour chaque partenaire et sur base duquel le Comité de Crédits prend ses décisions. Ensuite, des visites sur place de l'organisation partenaire permettent de mieux estimer le risque. Enfin, les contrats de nos crédits prévoient si possible des recours à des garanties (en proportion du risque perçu).

### Le risque de cours de change

Bien que le risque de cours de change puisse être couvert pour certaines devises, ce n'est pas le cas pour beaucoup d'autres (comme en Afrique par exemple).

Une grande partie des crédits d'Alterfin sont octroyés en US dollars. Cela signifie que la valeur de ces créances exprimées en euro diminue et augmente selon le cours du dollar par rapport à l'euro. Si le dollar chute par rapport à l'euro, ces créances diminuent de valeur. Depuis 2001, Alterfin a commencé à couvrir ce risque : pour chaque crédit que nous octroyons en dollar, nous souscrivons à un prêt du même montant en dollar auprès de la banque. Si la valeur du dollar chute par rapport à l'euro, non seulement notre créance envers nos partenaires diminue, mais aussi notre dette envers la banque diminue. De cette manière, tout changement du cours entre le dollar et l'euro n'a plus aucune influence sur notre bilan.

L'évolution du dollar a toutefois bien une influence via notre compte de résultats. Les revenus de nos prêts en dollar ne sont en effet qu'en partie couverts par les intérêts que nous devons nous-mêmes payer pour nos emprunts en dollar. Le solde n'est donc pas couvert et est donc sujet à des variations de cours de change. Ce solde est maintenu au niveau le plus bas possible en vendant des dollars empruntés à des moments précis.

Pour couvrir le dollar, nous cherchons constamment à faire correspondre la durée de l'emprunt de dollar avec celle de notre crédit en dollar à nos partenaires. Ces durées ne sont pas toujours semblables d'où un risque certain. En effet, si nous couvrons un crédit à long-terme à un partenaire avec un emprunt de dollars pour un terme plus court, nous courrons un risque sur l'intérêt qui devra être payé pour nos emprunts en dollars futurs. Ce risque d'intérêt est minimalisé en liant le taux d'intérêt à payer pour les crédits octroyés par Alterfin au LIBOR (12M). De plus, Alterfin a converti à long-terme une partie des intérêts d'emprunts de dollars à court-terme.

Alterfin a également des crédits et participations en monnaies locales comme le Franc CFA (Afrique de l'Ouest), le Nuevo Sol (Pérou) et le Kip laotien. Il n'existe quasiment pas de moyen de couvrir le risque afférant à ces devises. Alterfin couvre donc une partie de ce risque auprès du Fonds de Garantie Alterfin asbl. Par ailleurs, nous tentons de plus en plus d'octroyer une garantie à une banque locale et de donner ainsi accès à l'institution de microfinance à un financement *local* de leurs activités de crédits.

## Le risque pays

Alterfin limite le risque pays par pays à un certain pourcentage du capital d'Alterfin. Ce pourcentage est défini par le risque-pays perçu (voyez le tableau ci-dessous). En cas de dépassement de ce pourcentage, des garanties supplémentaires sont prises via le Fonds de Garantie Alterfin asbl. Le risque pays est ainsi défini comme le volume total de crédit et de participations dans un pays qui ne sont pas couverts par des garanties européennes. Alterfin limite également la concentration du portefeuille par pays. Ce pourcentage de concentration est aussi fonction du risque-pays perçu. Pour 2008, le tableau pour ces risque-pays et concentration par pays a été défini comme suit :

Catégorie	Risque Pays maximal	Concentration par pays maximale
Risque minimum	15% du capital	20% du portefeuille
Risque limité	10% du capital	15% du portefeuille
Risque élevé	5% du capital	10% du portefeuille

## 9. Politique de provisions et réserves

### Provisions

Alterfin constitue des provisions pour les intérêts touchés mais non encore encaissés en date de clôture de l'exercice.<sup>6</sup> L'encaissement de ces intérêts reste en effet incertain notamment à cause du cours de change (dollar/euro), mais aussi du risque débiteur et du risque pays. Concrètement, nous provisionnons 15% des intérêts pro rata.<sup>7</sup> Une provision similaire de 15% est constituée pour les dividendes gagnés mais non encore encaissés découlant de nos participations dans les IMF.

Dans le passé, Alterfin a anticipativement constitué des provisions pour faire face au risque pays.<sup>8</sup> Afin d'évaluer au mieux l'impact total éventuel, Alterfin basait ses règles de constitution de provisions pour risque pays d'une part sur les données de risque par pays comme elles sont données par l'Office National Du croire (OND) et d'autre part sur ses propres données statistiques concernant les risques rencontrés.<sup>9</sup>

Sur base de l'expérience historique de la réalisation du risque pays d'une part et prenant en compte les règles comptables d'autre part, il n'est plus opportun de procéder à une augmentation des provisions pour le risque pays. Les provisions constituées seront maintenues au niveau actuel et affectées si nécessaire. Si le risque pays semble davantage se manifester dans le futur, les provisions seront à nouveau majorées.

### Réserves

Chaque année, 5% du bénéfice est mis en réserve conformément aux directives légales.

En outre, Alterfin a formé, sur base des bénéfices sur les cours de change, d'importantes réserves de cours de change qui peuvent être utilisées pour couvrir des pertes de cours de change éventuelles futures. Tous les résultats de change réalisés sont ajoutés/déduits de cette réserve de cours de change.<sup>10</sup>

En ce qui concerne la politique de réserves, Alterfin cherche à maintenir sa situation actuelle de forte couverture et si possible même la renforcer. Alterfin tend vers une couverture minimale de 3% du portefeuille en cours (couverture = provisions risque crédit + réserve risques généraux + réserve légale). Il est explicitement prévu que la réserve pour risques généraux puisse être affectée en cas de réalisation du risque pays.

---

<sup>6</sup> Il s'agit d'intérêts qu'Alterfin a calculés sur son portefeuille en 2008 et qu'elle recevra seulement en 2009.

<sup>7</sup> Ces provisions se trouvent dans le bilan sous la rubrique "provisions pro rata intérêts".

<sup>8</sup> Ces provisions pour le risque pays sont incluses dans les "provisions risque crédit".

<sup>9</sup> L'OND attribue à chaque pays un risque politique et un risque commercial.

<sup>10</sup> Cette réserve se trouve dans le bilan sous la rubrique "réserve cours de change".



## 10. Règles d'évaluation

### Immobilisations non-financières

Sont amorties pro rata temporis :

Dépôt marque "Alterfin": linéaire 10 ans

Installations télécom: linéaire 5 ans

Mobilier : linéaire 5 ans

Informatique: linéaire 3 ans

### Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur valeur historique (valeur d'acquisition), à moins que des éléments évidents ne l'affecte à la hausse ou à la baisse de manière importante (> 15%) et durable. Dans le cas de réduction de valeur, l'actif concerné est réduit de valeur et la moins-value est prise en charge via le compte de résultats (compte 63) . Dans le cas de plus-value, l'actif concerné est augmenté de valeur et la plus-value de réévaluation est portée en compte 122 (fonds propres).

Quand il s'agit d'actifs exprimés en devises étrangères, la valeur concernée est convertie en euro au cours historique à l'acquisition, à moins qu'il ne s'agisse d'une devise systématiquement couverte ou à moins que le cours de change à la clôture<sup>11</sup> ne montre une dépréciation ou appréciation importante (> 15%) et durable. Dans ce cas, la valeur de l'immobilisation est convertie au cours de change de la clôture. Les écarts de conversion en découlant sont comptabilisés comme décrit ci-dessous.

### Actif circulant

L'actif circulant est évalué sur base de la valeur indiquée sur les pièces justificatives de la comptabilité (face-value). Si une réduction de valeur d'un actif circulant peut être documentée, celui-ci sera 'reclassé' en actif douteux et une réduction de valeur sera comptabilisée et prise en charge dans le compte de résultats (compte 63).

Si la valeur de l'actif circulant est exprimée en devise autre que l'euro, il est alors converti en euro au cours de change de la date de clôture. Les écarts de conversion en découlant sont comptabilisés comme décrit ci-dessous.

Les coûts relatifs à l'emprunt obligataire sont activés et amortis pro rata temporis sur toute la durée de l'emprunt.

### Passif

Les passifs sont évalués sur base de la valeur indiquée sur les pièces justificatives de la comptabilité (face-value). Si cette valeur est indiquée dans une autre devise que l'euro, elle est convertie au cours de change en date de clôture. Les écarts de conversion en découlant sont comptabilisés comme décrit ci-dessous.

### Écarts de conversion

La comptabilisation des écarts de conversion est dépendante de la devise à laquelle ils se rapportent. Pour les devises non couvertes, les écarts de conversion négatifs sont cumulés au résultat des cours de change (compte 654) et les écarts de conversion positifs sont maintenus dans le bilan (compte 49). Pour les devises qui sont systématiquement couvertes, tant les écarts de conversion positifs que négatifs sont cumulés au résultat des cours de change (comptes 654 / 754).<sup>12</sup> A cette date, seul le dollar US répond à cette condition.

---

<sup>11</sup> Le cours de change de la date de clôture est la dernière notation de l'année concernée.

<sup>12</sup> Pour plus d'informations, nous vous renvoyons à l'avis 152-1 de la CNC partie VII C.

## 11. Proposition d'affectation du résultat 2008

<i>Affectation du résultat</i>	2007	2008	YOY Δ%
Résultat reporté	41.876,59	18.867,10	-54,95%
Résultat de l'exercice	211.584,18	548.986,51	159,46%
<b>Résultat à affecter</b>	<b>253.460,77</b>	<b>567.853,61</b>	<b>124,04%</b>
Réserve légale	10.579,21	27.449,33	159,46%
Autres réserves	22.292,12	191.381,32	758,52%
Total disponible	220.589,44	349.022,96	58,22%
Proposition dividende	201.722,34	334.251,48	65,70%
Return on equity	2,77%	6,57%	137,17%
Disponible pour dividende	3,01%	4,18%	38,76%
Proposition dividende	2,75%	4,00%	45,45%
Résultat à reporter	18.867,11	14.771,48	-21,71%

Le résultat de l'exercice 2008 s'élève à 548.986,51 euro. En y ajoutant le résultat reporté de 2007, le résultat total à affecter s'élève à 567.853,61 euro. La proposition d'affectation est la suivante:

- ❖ 5% du résultat 2008 doit être affecté à la réserve légale (27.449,33 euro).
- ❖ Les réserves générales sont augmentées de 191.381,32 euro.
- ❖ Un dividende de 4% du capital est proposé. La compensation que chaque coopérateur reçoit est calculée selon le capital versé au 1er janvier 2008 et selon le nombre de jours pour les versements de capital après cette date. Le montant à distribuer est versé sur les comptes individuels des coopérateurs d'Alterfin au plus tard le 01/07/2009. Les actionnaires recevront un extrait de leur compte individuel et pourront décider de ce qu'ils feront de son solde: le laisser sur le compte individuel, le convertir en capital, le verser sur un autre compte ou le donner au Fonds de Garantie.
- ❖ Le solde du résultat (après distribution du dividende) sera reporté à l'exercice prochain (2009).

## **12. Evénements importants après clôture de l'exercice comptable**

Après la date de clôture, aucun événement à notre connaissance n'est survenu qui puisse affecter négativement les comptes et qui ne seraient pas repris dans ce document.

## **13. Pertes reportées**

Pas d'application: depuis l'année 1998, les activités d'Alterfin sont rentables.

## **14. Nomination des administrateurs et commissaires**

Le mandat du réviseur d'entreprises KPMG est arrivé à échéance le 31 décembre 2008. Il est proposé à l'assemblée générale de le prolonger pour 3 ans.

Quant à la composition du Conseil d'Administration, nous vous renvoyons à l'annexe 3 de ce document.

## Annexe 1: Portefeuille d'Alterfin au 31 décembre 2008

Partenaire	Pays	Région	Secteur	Type	Devise	Solde
UROCAL	Equateur	Amérique Latine	Bananes	Crédit	USD	177.337,67
ACOPAGRO	Pérou	Amérique Latine	Cacao	Crédit	USD	106.402,60
EL QUINACHO	Pérou	Amérique Latine	Cacao	Crédit	USD	106.402,60
NARANJILLO	Pérou	Amérique Latine	Cacao	Crédit	USD	31.900,92
RIO APURIMAC	Pérou	Amérique Latine	Cacao	Crédit	USD	0,00
APICOOP	Chili	Amérique Latine	Miel	Crédit	USD	88.668,83
20 DE ABRIL	Nicaragua	Amérique Latine	Café	Crédit	USD	248.272,73
APECAFE	El Salvador	Amérique Latine	Café	Crédit	USD	74.481,82
CASIL	Pérou	Amérique Latine	Café	Crédit	USD	64.625,49
CECOCAFEN	Nicaragua	Amérique Latine	Café	Crédit	USD	248.272,73
COCLA	Pérou	Amérique Latine	Café	Crédit	USD	35.467,53
COMSA	Honduras	Amérique Latine	Café	Crédit	USD	177.337,67
CORPORACION CAFE PÉROU	Pérou	Amérique Latine	Café	Crédit	USD	141.870,13
FAPECAFES	Equateur	Amérique Latine	Café	Crédit	USD	32.363,01
FECAFEM	Equateur	Amérique Latine	Café	Crédit	USD	70.266,84
FRONTERA	Pérou	Amérique Latine	Café	Crédit	USD	7.683,67
LA CENTRAL	Honduras	Amérique Latine	Café	Crédit	USD	79.240,46
LA FLORIDA	Pérou	Amérique Latine	Café	Crédit	USD	297.176,48
LA UNION	Nicaragua	Amérique Latine	Café	Crédit	USD	17.733,77
ORO VERDE	Pérou	Amérique Latine	Café	Crédit	USD	91.463,84
RAOS	Honduras	Amérique Latine	Café	Crédit	USD	70.935,07
SAN JUAN DEL ORO	Pérou	Amérique Latine	Café	Crédit	USD	140.104,33
UNICAFEC	Pérou	Amérique Latine	Café	Crédit	USD	-15.119,07
CONSORCIO VINICOLA	Chili	Amérique Latine	Vin	Crédit	EUR	75.000,00
SAGRADA FAMILIA	Chili	Amérique Latine	Vin	Crédit	EUR	159.000,00
OMIPA	Ouganda	Afrique	MicroCrédit	Garantie	EUR	39.368,67
TAANADI	Niger	Afrique	MicroCrédit	Garantie	F CFA	106.714,31
TIMPAC	Togo	Afrique	MicroCrédit	Garantie	F CFA	76.224,51
AMC	El Salvador	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	377.353,36
CAPIRONA	Pérou	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	7.093,51
CDRO	Guatemala	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	106.402,60
COMIXMUL	Honduras	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	336.941,56
CONFIANZA	Pérou	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	141.870,13
CRECER	Bolivie	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	496.545,46
CREDINKA	Pérou	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	177.337,67
CREDISOL	Honduras	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	326.301,30
EDAPROSPO	Pérou	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	28.374,03
EMPRENDER	Bolivie	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	60.294,81
ENLACE	El Salvador	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	134.776,63
ESPOIR	Equateur	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	482.358,45
FADES	Bolivie	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	340.488,32
FDL	Nicaragua	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	319.207,80
FOLADE	Costa Rica	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	2.979,27
FONDECO	Bolivie	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	287.287,02
FONDESURCO	Pérou	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	269.553,25
FUNDACION ALTERNATIVA	Equateur	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	88.668,83
FUNDACION CAMPO	El Salvador	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	258.912,99

HATTHA KAKSEKAR	Cambodge	Asie	MicroCrédit	Crédit	USD	461.077,93
INMAA	Maroc	Afrique	MicroCrédit	Crédit	EUR	50.000,00
JOSE NIEBOROWSKI	Nicaragua	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	212.805,20
PRESTANIC	Nicaragua	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	269.553,25
RENACA	Benin	Afrique	MicroCrédit	Crédit	F CFA	76.224,51
RONDESA	Pérou	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	102.855,85
SALINAS	Equateur	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	14.187,01
SAN MARTIN DE PORRES	Pérou	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	191.524,68
TOCACHE	Pérou	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	21.280,52
UCMECS	Togo	Afrique	MicroCrédit	Crédit	F CFA	38.112,25
WAGES	Togo	Afrique	MicroCrédit	Crédit	F CFA	152.449,02
CONFIANZA	Pérou	Amérique Latine	MicroCrédit	Participation	PEN/USD	116.220,54
CONSOLIDAR	Colombie	Amérique Latine	MicroCrédit	Participation	EUR	78.813,27
FOLADE	Costa Rica	Amérique Latine	MicroCrédit	Participation	USD	17.733,77
FONDS COOPERATIF	Laos	Asie	MicroCrédit	Participation	LAK	19.332,83
FORTALECER	Pérou	Amérique Latine	MicroCrédit	Participation	USD	3.546,75
KOKARI	Niger	Afrique	MicroCrédit	Participation	F CFA	3.430,10
SIDI	France	International	MicroCrédit	Participation	EUR	86.262,31
<b>Total Alterfin en Euro</b>						<b>8.907.353,46</b>

## Annexe 2: Portefeuille de responsAbility au 31 décembre 2008

Partenaire	Pays	Région	Secteur	Type	Devise	Solde
ACOPAGRO	Pérou	Amérique Latine	Cacao	Crédit	USD	177.337,67
EL QUINACHO	Pérou	Amérique Latine	Cacao	Crédit	USD	177.337,67
NARANJILLO	Pérou	Amérique Latine	Cacao	Crédit	USD	212.805,20
RIO APURIMAC	Pérou	Amérique Latine	Cacao	Crédit	USD	141.870,13
20 DE ABRIL	Nicaragua	Amérique Latine	Café	Crédit	USD	354.675,33
CECOCAFEN	Nicaragua	Amérique Latine	Café	Crédit	USD	354.675,33
COCLA	Pérou	Amérique Latine	Café	Crédit	USD	709.350,66
CORPORACION CAFE PÉROU	Pérou	Amérique Latine	Café	Crédit	USD	425.610,40
FRONTERA	Pérou	Amérique Latine	Café	Crédit	USD	212.805,20
LA FLORIDA	Pérou	Amérique Latine	Café	Crédit	USD	851.220,79
ORO VERDE	Pérou	Amérique Latine	Café	Crédit	USD	141.870,13
UNICAFEC	Pérou	Amérique Latine	Café	Crédit	USD	70.935,07
AMC	El Salvador	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	638.415,59
COMIXMUL	Honduras	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	354.675,33
CONFIANZA	Pérou	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD/PEN	2.203.828,56
CREDISOL	Honduras	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	567.480,53
ENLACE	El Salvador	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	354.675,33
FDL	Nicaragua	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	3.546.753,30
FONDESURCO	Pérou	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD/PEN	1.028.024,26
FUNDACION ALTERNATIVA	Equateur	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	141.870,13
FUNDACION CAMPO	El Salvador	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	638.415,59
HATTHA KAKSEKAR	Cambodge	Asie	MicroCrédit	Crédit	USD	2.128.051,98
JOSE NIEBOROWSKI	Nicaragua	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	1.418.701,32
PRESTANIC	Nicaragua	Amérique Latine	MicroCrédit	Crédit	USD	1.064.025,99
<b>Total responsAbility en Euro</b>						<b>17.915.411,49</b>

## Annexe 3: Composition du Conseil d'Administration

Composition après approbation de l'AG du 15/03/2008

Nom	Représentant de	Début du mandat	Fin du mandat
Kris Goossenaerts	11.11.11	19/03/05	19/03/2010
Raf Vandenbruel	11.11.11	24/03/07	24/03/2011
Erik Van Mele	Oxfam Solidarité	19/03/05	19/03/2010
Olivier Marquet	Banque Triodos	27/03/04	27/03/2009
Chris Claes	Vredeseilanden	24/03/07	24/03/2011
Lise Disneur	Réseau Financement Alternatif	24/03/07	24/03/2009
Marc Mees	SOS Faim	27/03/04	27/03/2009
Gerda Heyde	Coopérateurs particuliers	27/03/04	27/03/2009
Vincent de Brouwer	Coopérateurs particuliers	15/03/2008	15/03/2013
Mark Lambrechts	Administrateur indépendant	15/03/2008	15/03/2013

Modifications soumises à l'approbation de l'AG du 28/03/2009

Nom	Représentant de	Début du mandat	Fin du mandat
Kris Goossenaerts	11.11.11	19/03/05	19/03/2010
Raf Vandenbruel	11.11.11	24/03/07	24/03/2011
Olivier Marquet	Banque Triodos	28/03/2009	28/03/2014
Chris Claes	Vredeseilanden	24/03/07	24/03/2011
Dominique Morel	Administrateur indépendant	27/03/2009	28/03/2014
Marc Mees	SOS Faim	27/03/2009	28/03/2014
Gerda Heyde	Coopérateurs particuliers	27/03/2009	28/03/2014
Vincent de Brouwer	Coopérateurs particuliers	15/03/2008	15/03/2013
Mark Lambrechts	Administrateur indépendant	15/03/2008	15/03/2013

Composition après approbation de l'AG du 28/03/2009